

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-004

DU 28 JANVIER 2022

PNR : FRAIS DE STRUCTURE 2022 - CONTRATS RURAUX (COR) - COMMERCES DE PROXIMITÉ - 1ÈRE AFFECTATION 2022

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité instituant la Communauté européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le décret n° 2017-1156 du 10 juillet 2017 relatif aux parcs naturels régionaux ;

VU le décret du 30 juillet 2008 portant classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

VU le décret n° 2011-465 du 27 avril 2011 portant renouvellement du classement du Parc naturel régional du Gâtinais français ;

VU le décret n° 2021-1418 du 29 octobre 2021 modifiant le décret no 2011-465 du 27 avril 2011 portant renouvellement de classement du parc naturel régional du Gâtinais français ;

VU le décret n° 2018-751 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du Parc naturel régional du Gâtinais français ;

VU le décret n° 2018-752 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU la délibération n° CP 96-355 du 21 novembre 1996 relative à l'actualisation du règlement des contrats ruraux ;

VU la délibération n° CR 57-01 du 13 décembre 2001 relative à l'évolution du règlement des contrats régionaux et ruraux et création des contrats de territoire ;

VU la délibération n° CR 125-07 du 16 novembre 2007 portant renouvellement du classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

VU la délibération n° CP 10-565A du 8 juillet 2010 relative aux contrats ruraux (Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise) ;

VU la délibération n° CR 53-10 du 1^{er} octobre 2010 relative au Parc naturel régional du Gâtinais français : approbation du projet de charte révisée et renouvellement du classement du parc ;

VU la délibération n° CP 11-406A du 19 mai 2011 relative aux contrats ruraux et avenants (Seine-

et-Marne, Yvelines, Essonne, Val d'Oise) ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 09-16 du 17 mars 2016 portant doublement des aides aux territoires ruraux ;

VU la délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 modifiée portant mise en œuvre opérationnelle du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, et contribution des parcs naturels régionaux à la revitalisation commerciale en milieu rural ;

VU la délibération n° CP 16-622 du 16 novembre 2016 portant affectations pour la mise en œuvre de la politique contractuelle et aux dispositions pour achèvement d'opérations diverses en faveur des territoires ruraux - Troisième affectation 2016 ;

VU la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 portant approbation du nouveau contrat rural (CoR) ;

VU la délibération n° CP 2018-038 du 24 janvier 2018 relative aux contrats ruraux – Décisions – Affectations sur les dispositifs nouveaux contrats ruraux, fonds régional d'intervention exceptionnelle ;

VU la délibération n° CP 2018-112 du 16 mars 2018 relative aux contrats ruraux – Décisions – Affectations sur les dispositifs nouveaux contrats ruraux, fonds régional d'intervention exceptionnelle ;

VU la délibération n° CP 2019-040 du 24 janvier 2019 relative aux nouveaux contrats ruraux et anciens dispositifs ruraux – Première affectation 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-169 du 22 mai 2019 relative aux nouveaux contrats ruraux – troisième affectation 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-260 du 3 juillet 2019 relative aux contrats ruraux : nouveaux et anciens dispositifs – Avenant – quatrième affectation 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-375 du 17 octobre 2019 relative au PNR : frais de structure et programme d'actions 2019 – dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural : 5^{ème} affectation 2019

VU la délibération n° CP 2019-455 du 20 novembre 2019 relative aux nouveaux contrats ruraux : Sixième affectation 2019 ;

VU la délibération n° CP 2020-044 du 4 mars 2020 relative à la rémunération des stagiaires et frais de gestion 1^{ère} affectation, convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) ;

VU la délibération n° CP 2020-173 du 27 mai 2020 relative aux contrats ruraux – nouveaux dispositifs – Avenants – 3^{ème} rapport de l'année 2020 – Commerces de proximité en milieu rural : deuxième affectation 2020 – Acquisition de la ferme de Beaurain au Mesnil-Saint-Denis ;

VU la délibération CP 2020-340 du 23 septembre 2020 contrats ruraux : avenants et 5^{ème} affectation 2020 ;

VU la délibération n° CP 2021-031 du 21 janvier 2021 relative au PNR : contrats de parc 2021-

2023, frais de structure 2021 et charte du PNR du Vexin français – 1^{ère} affectation 2021 : commerces de proximité et bâti rural agricole ;

VU la délibération n° CP 2021-157 du 1^{er} avril 2021 relative à l'agriculture et ruralité : Mise en œuvre du pacte agricole -Soutien aux PNR – Commerces de proximité – Bois Biosourcé -Contrats ruraux ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-052 du 21 juillet 2021 « Lutter contre les fractures » ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-232 du 22 juillet 2021 relative à l'agriculture et ruralité – soutien aux PNR – commerces de proximité – bâti agricole en milieu rural – contrats ruraux ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-367 du 22 septembre 2021 portant intégration d'une signalétique régionale ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de la ruralité, du commerce et de l'artisanat ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU le rapport n°CP 2022-004 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide, au titre du **Soutien aux parcs naturels régionaux**, de participer au financement des frais de structure des SMAG des parcs naturels régionaux du Vexin français et du Gâtinais français, détaillés dans les fiches projets figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **2 182 724,90 €**.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de 2 182 724,90 €. disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-002 (176002) « Parcs naturels régionaux », action 17600206 « Soutien au fonctionnement des PNR », du budget 2022.

Article 2 :

Décide au titre du dispositif « nouveau contrat rural » :

- d'une part, de conclure avec chaque collectivité citée dans le tableau récapitulatif figurant

en annexe 2 à la présente délibération, pour les opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 3 à la présente délibération, un contrat rural conforme au nouveau contrat rural type approuvé par la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 susvisée ;

- d'autre part, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 3 à la présente délibération et inscrites dans les nouveaux contrats ruraux définis ci-dessus, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de 2 008 047,40 €.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion avec chaque collectivité maître d'ouvrage d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 modifiée susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme, d'un montant total de **2 008 047,40 €**, disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « Politiques contractuelles en milieu rural », action 15300202 « Contrats ruraux », du budget 2022.

Article 3 :

Approuve les avenants aux nouveaux contrats ruraux concernant respectivement les communes de Bernay-Vilbert (77), Charmentray (77), Choisy-en-Brie (77), Solers (77), Aigremont (78) et Millemont (78) figurant en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 4 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural** », au financement des projets portés par des entreprises et des communes et détaillés en annexe 5 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **607 197,28 €**.

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur ou égal à 23 000 € à la signature avec les bénéficiaires d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 modifiée et susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **607 197,28 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-001 (153001) « Aménagement et équipement de l'espace rural », action 15300108 « Sauvegarde des commerces de proximité », du budget 2022.

Article 5 :

Décide de modifier la fiche-projet n° EX046428 approuvée par délibération n° CP 2019-375 du 20 novembre 2019 susvisée, telle qu'elle figure en annexe 6 à la présente délibération.

Article 6 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projet à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 7 :

Décide d'accorder, à titre exceptionnel, une dérogation à la mesure « 100 000 stages » au titre des contrats ruraux, concernant les collectivités suivantes :

- Commune de Villaines-sous-Bois (78) approuvé par délibération n° CP 2016-622 du 16 novembre 2016 susvisée ;
- Commune de Millemont (78) approuvé par délibération n° CP 2019-040 du 24 janvier 2019 susvisée ;
- Communes de Beauchery-Saint-Martin (77) et de Mareil-le-Guyon (78) approuvés par délibération n° CP 2019-260 du 3 juillet 2019 susvisée ;
- Sivom Adainville Bourdonné Condé (77) et commune de Banthelu (95) approuvés par délibération n° CP 2019-455 du 20 novembre 2019 susvisée ;
- Commune de Saint-Barthélemy (77) approuvé par délibération n° CP 2020-173 du 27 mai 2020 susvisée.

Décide d'accorder, à titre exceptionnel, une dérogation à la mesure « 100 000 stages » au titre des commerces de proximité aux entreprises suivantes :

- « LE SAINT SIM » à Saint-Siméon (77), approuvé par délibération n° CP 2019-523 du 20 novembre 2019 susvisée ;
- « SNC LE FOURNIL FERTOIS » à La Ferté Alais (91), approuvé par délibération n° CP 2021-232 du 22 juillet 2021 susvisée.

Les fiches projets détaillant ces opérations figurent en annexe 7 à la présente délibération.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 28 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 28 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-Imc1134266-DE-1-1) et affichage ou notification le 28 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches projets PNR

DOSSIER N° EX061862 - FRAIS DE STRUCTURE 2022 - SYNDICAT MIXTE D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL RÉGIONAL DU VEXIN FRANÇAIS

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR (n° 00000611)

Délibération Cadre : CR09-15 du 18/02/2015

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700

Action : 476002066- Soutien au fonctionnement des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	1 230 759,90 € TTC	100,00 %	1 230 759,90 €
	Montant total de la subvention		1 230 759,90 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT
GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL
DU VEXIN FRANCAIS

Adresse administrative : MAISON DU PARC
95450 THEMERICOURT

Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal

Représentant : Monsieur Benjamin DEMAILLY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'affectation des frais de structure de l'année 2022

Description :

Il s'agit de verser la participation financière régionale au titre des frais de structure du PNR du Vexin français pour l'année 2022.

Les frais de structure englobent toutes les dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel, achat d'études, prestations de services, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-
DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE

JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-
AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE

EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT

LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-
GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS

MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT

CHAUSSY
CHERENGE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUT-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de structure	1 230 759,90	100,00%
Total	1 230 759,90	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France sollicitée	1 230 759,90	100%
Total	1 230 759,90	100,00%

DOSSIER N° EX061873 - FRAIS DE STRUCTURE 2022 - PNR DU GATINAIS FRANCAIS

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR (n° 00000611)

Délibération Cadre : CR09-15 du 18/02/2015

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700

Action : 476002066- Soutien au fonctionnement des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	951 965,00 € TTC	100,00 %	951 965,00 €
	Montant total de la subvention		951 965,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS

Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MARECHAL LYAUTEY
91490 MILLY LA FORET

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : affectation des frais de structure pour l'année 2022 du parc.

Description :

Il s'agit de verser la participation financière régionale au titre des frais de structure du PNR du Gâtinais français pour l'année 2022.

Les frais de structure englobent toutes les dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel, achat d'études, prestations de services, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions.

Localisation géographique :

BOISSISE-LE-ROI
PRINGY
SAINT-FARGEAU-
PONTIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON

CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-
ECOLE

SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-
ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE

BOISSY-AUX-CAILLES
BOULANCOURT
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GARENTREVILLE
GUERCHEVILLE
LARCHANT
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
URY
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
COURANCES

DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
MOIGNY-SUR-ECOLE
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
VALPUISEAUX

BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
MONDEVILLE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de structure	951 965,00	100,00%
Total	951 965,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France sollicitée	951 965,00	100,00%
Total	951 965,00	100,00%

Annexe 2 : Tableau récapitulatif COR

NOUVEAUX CONTRATS RURAUX

CP 2022-004

COLLECTIVITES	FICHES PROJETS	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	DOTATIONS/ AFFECTATIONS EN €
77 SEINE ET MARNE			
AUBEPIERRE OZOUER LE REPOS	EX061626	Aménagement du hameau de Bonfruit - rue du jour et rue de l'Ormov	36 351,28
	21010842	Aménagement hameau de la noue - rue de la chaussée	53 626,68
	21010844	Aménagement hameau de Bagneaux rue de la plaine	58 022,04
		<i>Total subvention</i>	148 000,00
LES ORMES-SUR-VOULZIE	EX061275	Création de trottoirs sur les voies communales (Grande rue de couture et une partie de la rue de Brav)	148 000,00
		<i>Total subvention</i>	148 000,00
LIVERDY EN BRIE	EX061665	Restructuration / extension de l'école	148 000,00
		<i>Total subvention</i>	148 000,00
SI CHAMPDEUIL/CRISENOY	EX061385	Réhabilitation et extension du restauration scolaire et accueil périscolaire de Champdeuil	124 000,00
		<i>Total subvention</i>	124 000,00
MONTHYON	EX061681	Extension du Centre de Loisirs Sans Hébergement N°2, rue du Gué	116 260,00
	21010850	Réfection de la Place de la Mairie	31 740,00
		<i>Total subvention</i>	148 000,00
PIERRE LEVEE	21010852	Restauration de logements communaux	49 800,00
	EX061682	Travaux de voirie pour aménagement sur l'agglomération des Houis, sur la rue Auguste petit, dans l'agglomération de courte-soupe et sur le hameau de Courte-Soupe	96 000,00
	21010851	Restauration d'une marche de l'église	2 200,00
		<i>Total subvention</i>	148 000,00
RAMPILLON	EX061620	Aménagement de voiries	66 800,00
	21010859	Aménagement d'espaces sportifs et de loisirs	81 187,71
		<i>Total subvention</i>	147 987,71
SIRP SAINT-REMY-DE-LA-VANNE / SAINT-SIMEON	EX061814	Réaménagement d'une classe en refectoire et création d'une salle de classe	171 880,38
	22000124	Creation d'un refectoire	120 000,00
		<i>Total subvention</i>	291 880,38
78 YVELINES			
BOURDONNE	EX061569	Création d'une maison de la ruralité	148 000,00
		<i>Total subvention</i>	148 000,00
MONTAINVILLE	EX061627	Construction d'un centre technique municipal	144 000,00
	21010837	Restauration de la toiture de l'église	4 000,00
		<i>Total subvention</i>	148 000,00
ROCHEFORT EN YVELINES	EX061734	Rénovation des terrains de tennis	36 014,00
	22000122	Rénovation de la salle du conseil municipal	8 000,00
	22000128	Construction d'un centre technique municipal	83 986,00
		<i>Total subvention</i>	128 000,00
91 ESSONNE			
BOISSY LA RIVIERE	EX061799	Réfection du groupe scolaire	12 926,00
	21010886	Rénovation des courts de tennis	12 490,40
	21010887	Rénovation du restaurant et accès PMR	35 890,40
	21010888	Restauration du bâtiment des veillées	15 606,80
	21010889	Rénovation de l'ancienne école et accès PMR	70 233,60
		<i>Total subvention</i>	147 147,20
95 VAL D'OISE			
FREMECOURT	21010834	Réfection du mur du cimetière	8 800,00
	EX061595	Création d'un espace ludique et de loisirs	81 435,91
	21010833	Réfection des trottoirs de la rue principale	39 288,70
	21010835	Drainage et remise en état d'un carrefour	3 507,50
		<i>Total subvention</i>	133 032,11
TOTAL GENERAL			2 008 047,40

Annexe 3 : Fiches-projets COR

**DOSSIER N° EX061681 - COR - EXTENSION DU CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT N°2,
RUE DU GUE - MONTHYON (77)**

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	290 650,00 € HT	40,00 %	116 260,00 €
	Montant total de la subvention		116 260,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTHYON

Adresse administrative : 1 PL CARRUEL
77122 MONTHYON

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Claude DECUYPERE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception d'honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Monthyon (1 730 habitants - INSEE 2018) propose l'opération : « Extension du Centre de Loisirs Sans Hébergement N°2, rue du Gué ».

Compte tenu de la construction de nouveaux logements et des modifications intervenues dans la prise en charge des enfants de Monthyon dans la commune voisine de Saint-Soupplets à la suite des changements opérés dans les périmètres intercommunaux, il a été décidé d'étendre les centres de loisirs de la commune. Les travaux d'extension du centre de loisirs sans hébergement (CLSH) n°1 situé avenue de la République qui ont été financés dans le cadre d'un précédent contrat rural sont aujourd'hui achevés.

Le présent contrat porte sur l'extension du CLSH n°2, situé rue du Gué, qui accueille des jeunes de 10 à 17 ans. Les travaux permettront d'étendre sa surface de 241 m² à 420 m² afin de porter sa capacité d'accueil à 90 enfants.

Le projet d'extension consistera à agrandir les deux ailes du bâtiment existant entièrement en rez-de-chaussée en respectant son vocabulaire architectural. L'entrée du bâtiment actuel sera maintenue. Les deux ailes seront prolongées de nouvelles salles d'activités, de lieux de repos pour les temps calmes, de sanitaires accessibles aux personnes à mobilité réduite pour les enfants et pour les adultes et d'un bureau pour la direction et les animateurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 489 325 € HT, plafonné à 290 650 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- MONTHYON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	425 500,00	86,96%
HONORAIRES	63 825,00	13,04%
Total	489 325,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	116 260,00	23,76%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	87 195,00	17,82%
ETAT (Dotation DETR) - Sollicité	91 995,50	18,80%
CAF - Acquis	47 077,00	9,62%
COMMUNE	146 797,50	30,00%
Total	489 325,00	100,00%

DOSSIER N° 21010850 - COR - REFECTION DE LA PLACE DE LA MAIRIE - MONTHYON (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	79 350,00 € HT	40,00 %	31 740,00 €
Montant total de la subvention			31 740,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTHYON

Adresse administrative : 1 PL CARRUEL
77122 MONTHYON

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Claude DECUYPERE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Monthyon (1 730 habitants - INSEE 2018) propose l'opération : « Réfection de la place de la mairie ».

La place Carruel à Monthyon dessert la mairie, la salle des mariages, la maison des associations, l'église et le parc de l'église dans un secteur présentant une forte déclivité. Cette place essentiellement piétonne est aujourd'hui vieillissante, trop minéralisée et l'imperméabilisation de son sol crée des problèmes d'humidité au pied des bâtiments.

Elle sera refaite avec des pavés de grès, posés sur une couche perméable, permettant l'accès aux personnes à mobilité réduite et l'accès des véhicules lors des cérémonies religieuses. Le parc situé entre l'église et la maison des associations fera l'objet de nouvelles plantations. Il sera rendu accessible aux personnes à mobilité réduite par le remplacement des gravillons existants par des pavés de grès. La suppression de haies encadrant partiellement les espaces engazonnés permettra à la population d'accéder plus facilement aux pelouses.

Des murets et des garde-corps devront être créés afin de traiter les dénivelés et les pentes. La placette devant la mairie se verra agrémenter d'un bassin avec une fontaine.

Ce projet s'inscrit dans une opération plus globale de mise en valeur du site prévoyant le ravalement des façades de l'église ; ravalement non pris en charge dans le cadre du présent contrat rural.

La mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" prévue dans le cadre du contrat rural est prise en considération dans la fiche IRIS EX061681.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 79 350,00 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- MONTHYON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	69 000,00	86,96%
HONORAIRES	10 350,00	13,04%
Total	79 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	31 740,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	23 805,00	30,00%
COMMUNE	23 805,00	30,00%
Total	79 350,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061275 - COR - CREATION DE TROTTOIRS SUR LES VOIES COMMUNALES
(GRANDE RUE DE COUTURE ET UNE PARTIE DE LA RUE DE BRAY) - LES ORMES-SUR-VOULZIE
(77)**

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE LES ORMES SUR VOULZIE
MAIRIE
Adresse administrative : 2 GRANDE RUE DE COUTURE
77134 LES ORMES SUR VOULZIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yannick MAURY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 mars 2021 - 31 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune Les Ormes-sur-Voulzie (857 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Création de trottoirs sur les voies communales (Grande rue de couture et une partie de la rue de Bray) »

Le projet a pour objectif d'améliorer la sécurité des piétons, notamment pour permettre un accès sécurisé aux résidents de l'EHPAD situé rue de la Grande couture au cœur du village, et de remédier aux problèmes de ruissellement d'eau. Les eaux de pluie s'accumulent sur les bords de la chaussée et dégradent fortement les rives. Les accotements en terre et en herbe ne permettent pas la continuité piétonne. Les bordures en grès sont plus ou moins enfouies et en mauvais état et nécessitent une remise en état.

Les travaux permettront la dépose des bordures existantes et des caniveaux ainsi que toutes les bordures en grès visibles en surface. La dépose se fera sur une longueur de 220 mètres linéaires. Des travaux de canalisation, d'amélioration de l'assainissement pluvial, d'engazonnement, de béton, d'enrobé, de pose de

coussins berlinois sont également prévus.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 435 000 € HT, plafonné à 370 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- LES ORMES-SUR-VOULZIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	405 500,00	93,22%
ETUDES	29 500,00	6,78%
Total	435 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	148 000,00	34,02%
DÉPARTEMENT 77 (Sollicité)	111 000,00	25,52%
COMMUNE	176 000,00	40,46%
Total	435 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061814 - COR - SAINT-REMY-DE-LA-VANNE : REAMENAGEMENT D'UNE CLASSE EN REFECTOIRE ET CREATION D'UNE SALLE DE CLASSE - SI REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE SAINT-REMY-DE-LA-VANNE ET SAINT-SIMEON (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	429 700,95 € HT	40,00 %	171 880,38 €
	Montant total de la subvention		171 880,38 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE
REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE DES
ECOLES DE SAINT REMY DE LA VANNE
ET SAINT SIMEON

Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
77169 SAINT-SIMEON

Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal

Représentant : Madame Renée CHABRILLANGES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 mai 2021 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

Le Syndicat Intercommunal pour le Regroupement Pédagogique des écoles de Saint Rémy de la Vanne et Saint Siméon (2 communes regroupant 1 881 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Saint-Rémy-de-la-Vanne : réaménagement d'une classe en réfectoire et création d'une salle de classe ».

Le regroupement pédagogique comporte 7 classes, dont 4 se situent à l'école élémentaire (CE1 au CM2) de Saint-Rémy-de-la-Vanne. L'arrivée de nouveaux habitants et la démographie communale mènent à l'accroissement du nombre d'enfants scolarisés. L'effectif actuel est d'une centaine d'enfants, dont 80 déjeunent tous les jours à la cantine, dans un espace de 40 m² devenu trop exigu et qui oblige à faire deux services dans un temps limité.

Le nouveau réfectoire de 100 m² permettra de faire un seul service, ce qui laissera plus de temps aux enfants pour déjeuner. Il sera conforme à la nouvelle réglementation pour l'amenée des plats et le retour avec deux sens de circulation, tandis qu'une nouvelle salle de classe sera créée au sud de la cour de récréation. Le choix du réaménagement d'une classe existante en réfectoire est motivé par son emplacement, contigu à l'actuel réfectoire, ce qui doublera facilement la surface dédiée à la cantine. Le nouveau réfectoire va essentiellement nécessiter des travaux de menuiserie intérieure et extérieure (changement des fenêtres et portes), d'électricité pour la mise en sécurité des équipements et le remplacement des luminaires, de peinture et de réfection des sols.

La nouvelle classe se situera dans un bâtiment neuf de 106,20 m². Il comportera également des sanitaires, accessibles depuis la cour de récréation. Il sera construit à côté d'un édifice existant. Un passage sera aménagé entre les deux vers l'enceinte de l'école, et la clôture actuelle sera modifiée avec pose d'un portail proche du nouveau bâtiment.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 429 700,95 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- SAINT-SIMEON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	373 653,00	86,96%
HONORAIRES	56 047,95	13,04%
Total	429 700,95	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	171 880,38	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	128 910,29	30,00%
SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE	128 910,28	30,00%
Total	429 700,95	100,00%

**DOSSIER N° 22000124 - COR - SAINT-SIMEON : CREATION D'UN REfectoire - SI
REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE SAINT-REMY-DE-LA-VANNE ET SAINT-SIMEON (77)**

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	300 000,00 € HT	40,00 %	120 000,00 €
Montant total de la subvention			120 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE
REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE DES
ECOLES DE SAINT REMY DE LA VANNE
ET SAINT SIMEON

Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
77169 SAINT-SIMEON

Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal

Représentant : Madame Renée CHABRILLANGES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 novembre 2020 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

Le Syndicat Intercommunal pour le Regroupement Pédagogique des écoles de Saint Rémy de la Vanne et Saint Siméon (2 communes regroupant 1 881 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Saint-Siméon : création d'un réfectoire ».

Le regroupement pédagogique intercommunal (RPI) comporte 7 classes, dont 3 se situent dans la commune de Saint-Siméon (2 classes petite et moyenne section de maternelle et 1 classe moyenne section et CP). On compte 75 enfants scolarisés, ce qui représente de 40 à 50 couverts par jour pour la cantine. Le restaurant scolaire est devenu obsolète et ne répond plus aux normes en vigueur.

Le projet de rénovation de la cantine a été initié depuis plusieurs années, il a pris du retard et le RPI a

opté, en définitive, pour la construction d'un équipement modulaire, permettant de voir aboutir l'opération à un coût raisonnable, tout en respectant les normes en vigueur pour l'amenée des plats (circuit chaud) et le retour (circuit propre) avec deux sens de circulation. Il sera intégré durablement dans le site scolaire existant, sur un terrain non-bâti appartenant à la commune de Saint-Siméon mis à disposition du RPI et situé à l'arrière de l'école du centre-bourg.

Le bâtiment de plain-pied présentera une emprise au sol de 147,90 m² et sera conforme aux normes de la réglementation thermique RT2012. Il comportera le réfectoire d'une surface de 79 m², un office de réchauffage séparé du local de plonge, des sanitaires enfants et un vestiaire avec douche pour le personnel de cantine, ainsi que 2 locaux techniques pour le stockage de matériel et la laverie.

La façade sera traitée avec la pose d'un bardage en bois, pour la conformité avec les préconisations de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) qui a émis un avis favorable le 15 décembre 2021 sur le projet (abords de l'église Saint-Siméon du XIX^e siècle inscrite au titre des Monuments historiques, par arrêté du 18 novembre 1997).

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX061814.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 300 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- SAINT-SIMEON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	278 500,00	92,83%
HONORAIRES	21 500,00	7,17%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	120 000,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	90 000,00	30,00%
SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE	90 000,00	30,00%
Total	300 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061665 - COR - RESTRUCTURATION / EXTENSION DE L'ECOLE - COMMUNE DE LIVERDY EN BRIE (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
Montant total de la subvention			148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIVERDY EN BRIE
Adresse administrative : 8 RUE DE MEAUX
77220 LIVERDY EN BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur HUGUES MARCELOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2022 - 30 août 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé pour les travaux est motivée par la nécessité de pouvoir ouvrir une classe supplémentaire pour la rentrée scolaire 2022/2023.

Description :

La commune de Liverdy-en-Brie (1 300 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Restructuration / extension de l'école ».

Face à une croissance démographique importante pour la commune (d'ici 2030, le rythme d'accueil moyen sera de 35 nouveaux habitants par an, comprenant des familles avec enfants), la capacité des équipements publics est devenue insuffisante, en particulier celle de l'école, indispensable au maintien du dynamisme communal.

Le projet consiste à optimiser l'école existante en réinvestissant à l'étage du bâtiment des locaux de l'ancienne mairie. Les espaces libérés seront réorganisés, rénovés et mis aux normes, les combles remaniés pour accueillir les installations techniques de chauffage, d'électricité et de ventilation requises, afin de créer deux classes et des sanitaires.

Les deux classes existantes du rez-de-chaussée seront mises aux normes PMR (interventions sur les portes, création de rampes...). L'ensemble du bâtiment sera mis en conformité par rapport aux règles de sécurité incendie, avec une intervention sur les accès, les circulations, les menuiseries, les garde-corps, planchers et plafonds et la création de sorties et d'escaliers de secours.

Une mise aux normes thermiques est également prévue, avec notamment une isolation intérieure de l'étage par doublage des façades, des combles et le remplacement de menuiseries extérieures.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 390 500 € HT, plafonné à 370 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- LIVERDY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEMOLITION / GROS OEUVRE / CARRELAGE / VRD	136 392,00	34,93%
CHARPENTE BOIS/MENUISERIES	71 148,00	18,22%
SERRURERIE	42 310,00	10,83%
PLÂTRERIE / FAUX PLAFONDS / DOUBLAGES / ISOLATION	32 840,00	8,41%
ELECTRICITE / COURANTS FAIBLES	58 153,00	14,89%
CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE	28 855,00	7,39%
PEINTURES / REVÊTEMENTS DE SOLS SOUPLES	20 802,00	5,33%
Total	390 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	148 000,00	37,90%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	111 000,00	28,43%
COMMUNE	131 500,00	33,67%
Total	390 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX061620 - COR - AMENAGEMENT DE VOIRIES - COMMUNE DE RAMPILLON (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	167 000,00 € HT	40,00 %	66 800,00 €
	Montant total de la subvention		66 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RAMPILLON
Adresse administrative : 1 RUE DE L'ORME DU BOUIN
77370 RAMPILLON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Sébastien COUPAS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 29 mai 2021 - 31 octobre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Rampillon (828 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Aménagement de voiries ».

La ruelle des Clos est une voirie de 90 m environ et 2.5 m de large. Elle est bordée par des habitations. Devant ces dernières, l'eau de ruissellement stagne. Les piétons empruntent cette ruelle qui n'est pas adaptée pour rejoindre le centre bourg.

Les travaux consistent à réaliser un terrassement général de la voie sur 45 cm d'épaisseur. La pose d'une grille avaloir permettra de relier le réseau existant à proximité. Un caniveau grille est prévu devant les entrées riveraines. La chaussée sera en enrobé couleur miel. Une signalisation « sens unique » est prévue à chaque extrémité de la rue ainsi que des panneaux « zone de rencontre ». Il est programmé la création d'un arrêt de bus en contrebas de la voirie sur la rue de la Tannerie, ainsi que la modification du carrefour pour permettre au bus de circuler en toute sécurité. L'arrêt sera attenant au trottoir existant et donnant accès à l'école.

La rue sur le hameau de Cernuise est en très mauvais état et dessert quelques habitations. L'eau ne

s'évacue pas et une propriété est souvent inondée. Pour y remédier, des bordures de type A2 sur une longueur de 25 m, permettront de canaliser cette eau vers le fossé.

Un projet de création de places de stationnements matérialisées par des traits de peinture avec accessibilité PMR sera mis en place à l'arrière de la salle communale et vers les terrains multisports contigus au parking.

Des travaux d'enrobé, de pose de grilles, de raccordement, pose de panneaux seront nécessaires.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°21010859.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 167 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- RAMPILLON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	156 600,00	93,77%
ETUDES	10 400,00	6,23%
Total	167 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	66 800,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	50 100,00	30,00%
COMMUNE	50 100,00	30,00%
Total	167 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 21010859 - COR - AMENAGEMENT D'ESPACES SPORTIFS ET DE LOISIRS -
COMMUNE DE RAMPILLON (77)**

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	202 969,28 € HT	40,00 %	81 187,71 €
Montant total de la subvention			81 187,71 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RAMPILLON
Adresse administrative : 1 RUE DE L'ORME DU BOUIN
77370 RAMPILLON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Sébastien COUPAS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 29 mai 2021 - 30 octobre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Rampillon (828 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Aménagement d'espaces sportifs et de loisirs ».

La commune souhaite redynamiser son centre-bourg et envisage de créer divers espaces de jeux et de loisirs sportifs intergénérationnels sur des terrains à proximité de la mairie et de l'école.

Il s'agit de rendre praticables un terrain de foot, un ancien plateau de basket et en sécuriser les accès ainsi qu'à ceux de l'école.

Plusieurs installations sont prévues :

Le city stade : le terrain de 22 m x 12 m sera recouvert d'un sol sportif en gazon synthétique sablé et muni d'un tracé complet pour la pratique des sports de ballons et de balles. Le bruit sera amorti à 50%.

Le pumptrack : situé sur une parcelle de 675 m², la piste fera 1.5 à 3 m de large par endroit. L'ouvrage sera accessible aux trottinettes, skate-boards, rollers et vélos.

L'aire de jeux accueillera aussi un terrain de pétanque et une table de ping-pong.

Le terrain de tennis existant sera recréé sur une dalle qui va permettre l'infiltration des eaux dans le sol.

Les travaux prévoient de la maçonnerie, du terrassement, de la pose d'équipements, de gazon synthétique et de pièces de bois.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 202 969, 28 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- RAMPILLON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	188 379,28	92,81%
ETUDES	14 590,00	7,19%
Total	202 969,28	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	81 187,71	40,00%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	60 890,78	30,00%
COMMUNE	60 890,79	30,00%
Total	202 969,28	100,00%

DOSSIER N° EX061385 - COR - REHABILITATION ET EXTENSION RESTAURANT SCOLAIRE ET ACCUEIL PERISCOLAIRE DE CHAMPDEUIL - SIRP CHAMPDEUIL-CRISENOY (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	310 000,00 € HT	40,00 %	124 000,00 €
Montant total de la subvention			124 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE RESTAURATION SCOLAIRE ET D'ACCUEIL POST ET PERISCOLAIRE (SIRP) DE CHAMPDEUIL-CRISENOY

Adresse administrative : 18 ALLEE DES NOYERS
77390 CRISENOY

Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal

Représentant : Madame EVELYNE MICHEL, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2020 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, SPS, etc.) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

Le syndicat intercommunal de restauration scolaire et périscolaire (SIRP) de Champdeuil-Crisenoy (1 367 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Réhabilitation et extension du restaurant scolaire et de l'accueil périscolaire de Champdeuil".

Au vu de l'augmentation des effectifs scolaires, le SIRP se voit dans l'obligation de prévoir l'extension du restaurant scolaire et de l'accueil périscolaire de Champdeuil en conduisant les travaux suivants :

- agrandissement de la salle à manger actuelle,
- extension de l'office de réchauffage,
- augmentation de la surface de l'accueil périscolaire,
- création d'un bloc sanitaire complémentaire.

Au total, l'équipement actuel de 226 m² sera étendu de 100 m² supplémentaires pour atteindre 326 m². Les trois volumes en extension seront traités dans le même esprit architectural que le bâtiment existant : couverture en zinc, façades pour partie revêtues d'un bardage bois et pour partie en enduits grattés en ton pierre.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 310 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%

Localisation géographique :

- CHAMPDEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	270 000,00	87,10%
Frais d'honoraires (maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, SPS etc.)	40 000,00	12,90%
Total	310 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	124 000,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	93 000,00	30,00%
COMMUNE	93 000,00	30,00%
Total	310 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061682 - COR - TRAVAUX DE VOIRIE POUR AMENAGEMENT SUR L'AGGLOMERATION DES HOUIS, SUR LA RUE AUGUSTE PETIT DANS L'AGGLOMERATION DE COURTE-SOUBE ET SUR LE HAMEAU DE COURTE-SOUBE - PIERRE-LEVEE (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	240 000,00 € HT	40,00 %	96 000,00 €
Montant total de la subvention			96 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PIERRE LEVEE
Adresse administrative : PLACE DE L'EGLISE
77580 PIERRE LEVEE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe DESWARTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 juin 2021 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Pierre-Levée (468 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Travaux de voirie pour aménagement sur l'agglomération des Houis, sur la rue Auguste Petit dans l'agglomération de Courte-Soupe et sur le hameau de Courte-Soupe".

La commune est très étendue et comporte deux hameaux importants, les Houis et Courte-Soupe.

La commune va créer, dans l'agglomération des Huis sur la route départementale RD 44 (hors contrat) des trottoirs et aménagements sécuritaires, ce qui l'amène à envisager sur la rue de Lambilly, voie communale perpendiculaire à la RD, une continuité piétonne et d'autres travaux. La chaussée est en effet très dégradée et bordée d'accotements enherbés peu propices au cheminement des piétons et au stationnement organisé des véhicules.

Les travaux permettront de calibrer la chaussée à 5 m de large avec la création, d'un côté de la rue, d'un

trottoir d'1,40 m de large et de l'autre côté, de places de stationnement et de caniveaux raccordés au réseau pluvial. Une pose de canalisations pour l'évacuation des eaux en fond de fossé permettra le traitement des bordures de la nouvelle chaussée en améliorant son confortement.

Ensuite, depuis les Houis, la rue du Luxembourg permet de rejoindre le hameau de Courte-Soupe. Un tronçon d'environ 525 m de long avant l'entrée du hameau présente une chaussée en mauvais état à la hauteur de plusieurs habitations et d'une ferme agricole. Les travaux prévus permettront notamment de la renforcer, mais aussi de créer 4 gares de croisement de 20 m de long sur 2 de large, afin d'avoir un calibrage ponctuel de chaussée d'une largeur de 5 m sur des accotements renforcés.

Enfin, des travaux sont prévus sur la rue Auguste Petit dans le hameau de Courte-Soupe. Il s'agit d'une rue en impasse qui dessert une dizaine d'habitations, perpendiculaire à la RD 19 qui traverse l'agglomération du hameau. La chaussée est vieillissante et étroite. L'objectif est de la renforcer et de la calibrer à 4,25 m de large en terrassant ponctuellement un talus. Elle présentera une pente unique, pour faciliter l'évacuation des eaux pluviales par un raccordement au réseau pluvial existant. Sur l'extrémité de la voie, l'accotement sera renforcé pour permettre la giration de véhicules lourds (camion poubelle). La rue sera aménagée en zone de rencontre pour laisser la priorité aux piétons utilisant la chaussée élargie et pacifiée pour se déplacer.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 250 000,00 € HT, plafonné à 240 000,00 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- PIERRE-LEVEE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	234 000,00	93,60%
HONORAIRES	16 000,00	6,40%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	96 000,00	38,40%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	72 000,00	28,80%
COMMUNE	82 000,00	32,80%
Total	250 000,00	100,00%

DOSSIER N° 21010851 - COR - RESTAURATION D'UNE MARCHE DE L'EGLISE - PIERRE-LEVEE (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	5 500,00 € HT	40,00 %	2 200,00 €
Montant total de la subvention			2 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PIERRE LEVEE
Adresse administrative : PLACE DE L'EGLISE
77580 PIERRE LEVEE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe DESWARTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 11 octobre 2021 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Pierre-Levée (468 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Restauration d'une marche de l'église".

L'église Saint-Claude construite au XVII^e siècle nécessite la restauration du socle et de la marche de son autel. Du fait de nombreux passages, elle s'est affaissée au cours du temps.

Le socle et la marche seront déposés. Un pan de béton de finition quartz dans les tons clairs et de forme triangulaire sera repositionné afin de rendre l'autel accessible aux personnes à mobilité réduite (PMR) et ce passage moins accidentogène.

Les parties endommagées de carreaux de carrelage situées sur la partie supérieure de la marche seront remplacées mais il n'est pas prévu de reprendre les tommettes en terre cuite situées sur la partie inférieure de la marche.

L'église n'est pas protégée au titre des Monuments historiques.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX061682.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 5500,00 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- PIERRE-LEVEE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	5 000,00	90,91%
HONORAIRES	500,00	9,09%
Total	5 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	2 200,00	40,00%
DÉPARTEMENT 77 - Sollicité	1 650,00	30,00%
COMMUNE	1 650,00	30,00%
Total	5 500,00	100,00%

DOSSIER N° 21010852 - COR - RESTAURATION DE LOGEMENTS COMMUNAUX - PIERRE-LEVEE (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	124 500,00 € HT	40,00 %	49 800,00 €
	Montant total de la subvention		49 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PIERRE LEVEE
Adresse administrative : PLACE DE L'EGLISE
77580 PIERRE LEVEE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe DESWARTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 11 octobre 2021 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Pierre-Levée (468 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Restauration de logements communaux".

Le bâtiment de la Mairie est composé d'un rez-de-chaussée où se trouvent les bureaux de la Mairie et de La Poste. A l'étage se trouvent un logement de type T4 et des bureaux ayant servis à la Mairie mais aujourd'hui inutilisés.

Le logement comprend actuellement une cuisine et un séjour communicant vers deux chambres, d'une part, et sur un dégagement, d'autre part. Le dégagement donne accès à une salle de bain, à une chambre et à un grand espace avec des sanitaires et des rangements.

Le projet consiste en la création de deux logements communaux de type T1 et T3 en lieu et place du logement de type T4 ; pour cela, le mur donnant accès à la troisième chambre depuis le dégagement sera

rebouché. Les deux logements seront par la suite mis sur le marché locatif directement par la Mairie sans l'intervention d'un bailleur.

Pour accéder à chaque logement depuis le palier, l'entrée du futur T3 sera agrandie et le mur sera percé pour accéder au futur T1. Les escaliers, en très mauvais état, seront rénovés pour sécuriser l'accès à l'étage.

En parallèle de la création de ces deux logements, des travaux de rénovation sont également prévus en matière de plomberie, d'électricité, de réfection du sol et de la peinture. Les menuiseries intérieures seront refaites ainsi que l'isolation. Les faux-plafonds pourront également être repris selon nécessité.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX061682.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 132 000,00 € HT, plafonné à 124 500,00 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- PIERRE-LEVEE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	120 000,00	90,91%
HONORAIRES	12 000,00	9,09%
Total	132 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	49 800,00	37,73%
DÉPARTEMENT 77 - Sollicité	37 350,00	28,30%
COMMUNE	44 850,00	33,98%
Total	132 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061626 - COR - AMENAGEMENT DU HAMEAU DE BONFRUIT - RUE DU JOUR ET RUE DE L'ORMOY - COMMUNE D'AUBEPIERRE OZOUER LE REPOS (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	90 878,19 € HT	40,00 %	36 351,28 €
Montant total de la subvention			36 351,28 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AUBEPIERRE OZOUER REPOS
Adresse administrative : 15 RUE DE PARADIS
77720 AUBEPIERRE OZOUER LE REPOS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Brigitte JACQUEMOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 novembre 2019 - 30 octobre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Aubepierre-Ozouer-Le-Repos (921 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Aménagement du Hameau de Bonfruit – Rue du jour et rue de l'Ormoy ».

Les rues du Jour et de l'Ormoy sont des voies essentiellement de desserte des habitations. La largeur de la chaussée varie entre 3,10 m et 3,90 m. La chaussée en toit est de mauvais état. Les accotements existants sont en espaces verts et varie entre 1,30 m et 2,40 m sans assurer une continuité d'itinéraire pour les piétons.

Côté impair de la rue du Jour, le projet prévoit la création d'un trottoir en enrobé. La voirie sera élargie à 4 m et prévue en toit avec la création de grilles pour récupérer les eaux de pluie. Côté pair, un trottoir en espace vert engazonné sera créé et délimité par des enrobés de voirie par un caniveau.

Côté pair de la rue de l'Ormoy, le projet prévoit la création d'un trottoir en enrobé. La voirie sera élargie de 5.00 m et prévue en toit avec la création de grilles pour récupérer les eaux de pluie. Côté pair, un trottoir en espace vert engazonné sera créé et délimité des enrobés de voirie par un caniveau. Un passage piéton sera créé avec une signalisation horizontale en résine blanche et la pose de dalles podotactiles et de bandes de guidage thermocollées.

Les travaux porteront sur la démolition, le terrassement, la canalisation et la construction d'un caniveau.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°21010842.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 90 878.19 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- AUBEPIERRE-OZOUER-LE-REPOS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	85 000,00	93,53%
ETUDES	5 878,19	6,47%
Total	90 878,19	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	36 351,28	40,00%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	27 263,45	30,00%
COMMUNE	27 263,46	30,00%
Total	90 878,19	100,00%

**DOSSIER N° 21010842 - COR - AMENAGEMENT HAMEAU DE LA NOUE - RUE DE LA CHAUSSEE -
COMMUNE D'AUBEPIERRE OZOUER LE REPOS (77)**

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	134 066,71 € HT	40,00 %	53 626,68 €
Montant total de la subvention			53 626,68 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AUBEPIERRE OZOUER
REPOS
Adresse administrative : 15 RUE DE PARADIS
77720 AUBEPIERRE OZOUER LE REPOS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Brigitte JACQUEMOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 novembre 2019 - 30 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Aubepierre-Ozouer-Le-Repos (921 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Aménagement Hameau de la Noue – Rue de la Chaussée ».

La commune souhaite offrir à ses usagers (piétons, PMR et conducteurs), un aménagement de voirie avec délimitation des enrobés par une bordure en béton et la création de trottoirs.

La rue de la Chaussée est une voie de desserte des habitations. La largeur de la chaussée varie entre 4,30 m et 4,70 m. La chaussée est en mauvais état avec notamment des nids de poule, courbée (en toit) avec gravillonnage.

Côté pair, un trottoir de 1,40 m de large en béton délimité par une bordure sera créé afin de permettre aux PMR de transiter sur la longueur de la voie. Un abaissement des bordures à 4 cm de vue est prévu

devant chaque entrée riveraine ainsi que la pose de grilles de caniveaux pour la récupération des eaux de pluie.

Côté impair, un trottoir sera créé afin de permettre le stationnement des véhicules. Les entrées riveraines seront réalisées en enrobé. Un stop sera créé (signalisation horizontale en résine blanche) en bout de rue au niveau du carrefour.

Les travaux porteront sur la démolition, le terrassement, la canalisation et la construction d'un caniveau.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 134 066.71 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- AUBEPIERRE-OZOUER-LE-REPOS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	125 395,00	93,53%
ETUDES	8 671,71	6,47%
Total	134 066,71	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	53 626,68	40,00%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	40 220,01	30,00%
COMMUNE	40 220,02	30,00%
Total	134 066,71	100,00%

**DOSSIER N° 21010844 - COR - AMENAGEMENT HAMEAU DE BAGNEAUX RUE DE LA PLAINE -
COMMUNE D'AUBEPIERRE OZOUER LE REPOS (77)**

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	145 055,10 € HT	40,00 %	58 022,04 €
Montant total de la subvention			58 022,04 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AUBEPIERRE OZOUER
REPOS
Adresse administrative : 15 RUE DE PARADIS
77720 AUBEPIERRE OZOUER LE REPOS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Brigitte JACQUEMOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 novembre 2019 - 30 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Aubepierre-Ozouer-Le-Repos (921 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Aménagement Hameau de Bagneux rue de la Plaine ».

La commune souhaite offrir à ses usagers (piétons, PMR et conducteurs), un aménagement de voirie avec délimitation des enrobés par une bordure en béton et la création de trottoirs.

La rue de la Plaine est une voie de desserte des habitations. La largeur de la chaussée varie entre 3.70 m et 4.20 m. La chaussée en toit est en mauvaise état, elle s'affaisse par endroit. Les accotements existants, en espaces verts ou en grave, sont en mauvais état. Ils varient entre 0.20 m et 2.90 m de large et n'assurent pas une continuité d'itinéraire pour les piétons.

Côté pair, un trottoir de 1.40 m de large minimum en béton sera créé afin de permettre le transit des PMR.

Des places de stationnement, de 2.00 m de large, seront créées. La voirie est prévue avec la pose de grilles pour récupérer les eaux de pluie. Côté impair, un trottoir en espace vert engazonné, sera créé et délimité des enrobés de voirie par un caniveau. L'arrêt de bus sera déplacé et mis aux normes par la réalisation d'un arrêt de 15 m de longueur en section droite avec bordures de type "quai de bus" et une structure de 1.50 m de large identique au trottoir. Deux passages piétons seront créés pour accéder à l'arrêt de bus.

Les travaux porteront sur la démolition, le terrassement, la canalisation, la construction et le caniveau.

« Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°21010842 ».

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 160 015,10 € HT, plafonné à 145 055,10 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- AUBEPIERRE-OZOUER-LE-REPOS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	149 665,00	93,53%
ETUDES	10 350,10	6,47%
Total	160 015,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	58 022,04	36,26%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	43 516,53	27,20%
COMMUNE	58 476,53	36,54%
Total	160 015,10	100,00%

DOSSIER N° EX061569 - COR - CREATION D'UNE MAISON DE LA RURALITE - BOURDONNÉ (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
Montant total de la subvention			148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOURDONNE
Adresse administrative : ALLEE JOSE MARIA DE HEREDIA
78113 BOURDONNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Sylvain ROULAND, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 23 avril 2020 - 30 avril 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Bourdonné, 429 habitants (INSEE 2018), propose l'opération "Création d'une maison de la ruralité"

Propriétaire d'un bâtiment représentant un potentiel de surface mobilisable d'environ 1000 m², la commune souhaite le transformer en lieu d'exposition. Cette maison de la ruralité permettra de développer la culture et les connaissances de chacun sur les racines du territoire, favorisant le lien social territorial. Le lieu retracera l'évolution de la ruralité dans la région, avec la présentation de vieux outils, des expositions et des présentations animés par des acteurs de la profession.

Une partie sera également dédiée au musée de l'école en partenariat avec l'association "Histoire d'école". Ce projet contribuera au développement économique du territoire du Pays Houdanais tout en valorisant son patrimoine.

Cette structure accueillera ainsi tout type de public issu de structures collectives (écoles, collèges, lycées, comité d'entreprises, clubs seniors) ou dans une démarche individuelle.

L'opération comprend l'aménagement du bâtiment existant et de création d'un bâtiment annexe. Les

travaux concernent tout corps d'état selon les lots suivants : gros œuvre et VRD, charpente en bois et couverture en zinc, menuiserie, cloisons, isolation et faux plafonds, carrelage et peinture, électricité, plomberie et chauffage.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 886 408 € HT, plafonné à 370 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- BOURDONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	810 000,00	91,38%
HONORAIRES ET ETUDES DIVERSES	76 408,00	8,62%
Total	886 408,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	148 000,00	16,70%
DEPARTEMENT (78) - (sollicité)	111 000,00	12,52%
DEPARTEMENT CRY+ (78) - (sollicité)	161 000,00	18,16%
ETAT - DETR (sollicité)	117 000,00	13,20%
COMMUNE	349 408,00	39,42%
Total	886 408,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061627 - COR - CONSTRUCTION D'UN CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL -
MONTAINVILLE (78)**

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	360 000,00 € HT	40,00 %	144 000,00 €
	Montant total de la subvention		144 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTAINVILLE

Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
78124 MONTAINVILLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Eric MARTIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2021 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Montainville (521 habitants - INSEE 2018) propose l'opération suivante : « Construction d'un centre technique municipal ».

La commune ne dispose pas de centre technique municipal pour stocker ses véhicules (véhicule communal et tracteur) et son matériel (tondeuse, souffleur, sacs de déchets verts, sel de déneigement...).

Le projet consiste donc à réaliser un bâtiment d'une surface de 159 m² à usage des services communaux sur une parcelle située à la jonction de deux chemins communaux (chemin dit de la Violette et chemin dit du Bas Parc). La parcelle est bordée de clôtures végétales.

Le futur bâtiment, construit sur une dalle pleine, sera constitué de deux parties distinctes:

- Un hangar agricole et de stockage à portes coulissantes et équipé de box de rangement;
- Une zone d'habitation comprenant une zone de repos de 22,5 m² et un ensemble de sanitaires et de

rangements.

Les travaux porteront également sur l'aménagement de quatre places de stationnement et l'installation de clôtures en grillage et haies végétales.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 433 100 € HT, plafonné à 360 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- MONTAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES	64 900,00	14,98%
TRAVAUX	368 200,00	85,02%
Total	433 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	144 000,00	33,25%
DEPARTEMENT DES YVELINES au titre du COR (sollicité)	108 000,00	24,94%
DEPARTEMENT DES YVELINES au titre du CRY+ (sollicité)	51 170,00	11,81%
COMMUNE	129 930,00	30,00%
Total	433 100,00	100,00%

**DOSSIER N° 21010837 - COR - RESTAURATION DE LA TOITURE DE L'EGLISE - MONTAINVILLE
(78)**

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	10 000,00 € HT	40,00 %	4 000,00 €
Montant total de la subvention			4 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTAINVILLE

Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
78124 MONTAINVILLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Eric MARTIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Montainville (521 habitants - INSEE 2018) propose l'opération suivante : « Restauration de la toiture de l'église ».

La construction de l'église de Montainville remonte au XIIème siècle. Reconstituée à la fin du XIVème siècle, elle a été à nouveau modifiée par l'ajout d'un étage supérieur à la fin du XVIème siècle.

En raison du mauvais état de la toiture, des infiltrations d'eau ont entraîné la chute d'une partie du plafond en 2008. Des travaux de rénovation ont été effectués mais demeurent insuffisants, c'est pourquoi il est nécessaire de remplacer complètement les toits de la sacristie et de l'église.

La restauration de la toiture de la sacristie consistera en la pose d'un écran étanche et micro-perforé, la mise en place d'un contre lattage, le remplacement des gouttières, des descentes et de la couverture en tuiles plates.

La rénovation du toit de l'église consistera à remplacer environ 500 tuiles éparses, à nettoyer des linéaires de gouttières en cuivre, à gratter des surfaces et à appliquer un produit anti-mousse.

Dans le cadre du nouveau contrat rural, la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » est prise en compte dans la fiche IRIS EX061627.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 22 442 € HT, plafonné à 10 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- MONTAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	22 442,00	100,00%
Total	22 442,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	4 000,00	17,82%
DEPARTEMENT DES YVELINES au titre du COR (sollicité)	3 000,00	13,37%
DEPARTEMENT DES YVELINES au titre du CRY+ (sollicité)	8 709,00	38,81%
COMMUNE	6 733,00	30,00%
Total	22 442,00	100,00%

DOSSIER N° EX061734 - COR - RENOVATION DES TERRAINS DE TENNIS - ROCHEFORT EN YVELINES (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	90 036,00 € HT	40,00 %	36 014,00 €
Montant total de la subvention			36 014,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROCHEFORT-EN-YVELINES
Adresse administrative : PLACE DES HALLES
78730 ROCHEFORT EN YVELINES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur SYLVAIN LAMBERT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 mars 2022 - 30 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Rochefort en Yvelines (916 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Rénovation des terrains de tennis".

Sur les terrains de tennis situés le long du chemin de l'ancienne gare, des traces d'usures ont déformé les surfaces de jeux, les rendant impraticables (bosses, fissures, flaches...).

Sur la base d'un diagnostic du service des équipements communaux, les travaux suivants qui vont permettre la refonte des deux terrains de tennis ont été décidés:

- Décroustage de la couche d'enrobé existante,
- Démolition des scellements des fourreaux existants et mise en œuvre de nouveaux fourreaux,
- Fourniture et mise en œuvre d'une couche de grave de structure,
- Mise en œuvre des équipements (poteaux de tennis),
- Fourniture de pose de la clôture en grillage simple.

Dans le cadre du contrat d'aménagement régional, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS 22000128.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût de l'opération est estimé à 90 036,00 € HT. Le taux d'intervention est de 40%.

Localisation géographique :

- ROCHEFORT-EN-YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	90 036,00	100,00%
Total	90 036,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	36 014,00	40,00%
DEPARTEMENT 78 (sollicité)	27 011,00	30,00%
COMMUNE	27 011,00	30,00%
Total	90 036,00	100,00%

**DOSSIER N° 22000122 - COR - RENOVATION DE LA SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL -
ROCHEFORT EN YVELINES (78)**

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	20 000,00 € HT	40,00 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROCHEFORT-EN-YVELINES
Adresse administrative : PLACE DES HALLES
78730 ROCHEFORT EN YVELINES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur SYLVAIN LAMBERT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2022 - 29 septembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Rochefort en Yvelines (916 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Rénovation de la salle du conseil municipal".

La commune souhaite rénover la salle du conseil de la mairie qui est l'ancienne salle du tribunal. Les menuiseries extérieures, les peintures et le sol sont dans un état d'usage avancé et nécessitent pour certains éléments un remplacement et d'autres une rénovation totale.

Ainsi les travaux de rénovation portent sur la peinture, le remplacement des fenêtres et des radiateurs et la maçonnerie de différents éléments de la salle.

Dans le cadre du contrat d'aménagement régional, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS 22000128

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 34 293 € HT, plafonné à 20 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- ROCHEFORT-EN-YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	34 293,00	100,00%
Total	34 293,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	8 000,00	23,33%
DÉPARTEMENT 78 (sollicité)	6 000,00	17,50%
DÉPARTEMENT 78 CRY+ (sollicité)	7 000,00	20,41%
COMMUNE	13 293,00	38,76%
Total	34 293,00	100,00%

DOSSIER N° 22000128 - COR - CONSTRUCTION D'UN CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL - ROCHEFORT EN YVELINES (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	209 964,00 € HT	40,00 %	83 986,00 €
	Montant total de la subvention		83 986,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROCHEFORT-EN-YVELINES
Adresse administrative : PLACE DES HALLES
78730 ROCHEFORT EN YVELINES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur SYLVAIN LAMBERT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 30 janvier 2020 - 23 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Rochefort en Yvelines (916 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Construction d'un centre technique municipal".

La commune souhaite reconstruire son centre technique municipal à la suite d'un incendie. Le site du projet est adossé au bâtiment de la salle polyvalente, implanté au même emplacement que le précédent. Le bâtiment sera en R+1, de forme rectangulaire et sera composé:

- des bureaux et ateliers accompagnés de sanitaires et vestiaires,
- un espace de garage qui occupe le Rez-de-chaussée pour ranger les différents véhicules,
- un lieu de stockage à l'étage pour les outils,
- le hall d'entrée de la salle polyvalente comprenant des sanitaires.

Les travaux comprennent les lots de :

- VRD (Voirie et Réseau Divers) et espaces extérieurs,
- Démolition, gros œuvre, fondation, dallage, cloisons, menuiserie,
- Charpente,
- Couverture, bardage, métallerie,
- Peinture et faux plafonds,
- Electricité, plomberie.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 754 084 € HT, plafonné à 209 964 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- ROCHEFORT-EN-YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	711 084,00	94,30%
HONORAIRES DE MAITRISE D'OEUVRE	29 050,00	3,85%
ETUDES	13 950,00	1,85%
Total	754 084,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	83 986,00	11,14%
DEPARTEMENT 78 (sollicité)	62 989,00	8,35%
DEPARTEMENT 78 CRY + (sollicité)	140 000,00	18,57%
COMMUNE	467 109,00	61,94%
Total	754 084,00	100,00%

DOSSIER N° EX061799 - COR - REFECTION DU GROUPE SCOLAIRE - BOISSY LA RIVIERE (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	32 315,00 € HT	40,00 %	12 926,00 €
	Montant total de la subvention		12 926,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOISSY LA RIVIERE

Adresse administrative : 1 RUE DE LA MAIRIE
91690 BOISSY LA RIVIERE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Dominique LEROUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Boissy-la-Rivière (517 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Réfection du groupe scolaire".

Les travaux prévus sur ce groupe scolaire construit en 2000 pour mieux le protéger des intempéries sont les suivants :

- Reprise de la toiture (remplacement de chêneaux avec noue en tuiles plates),
- Rénovation du voligeage et de la charpente,
- Rénovation du bardage afin de protéger la structure des intempéries.

L'engagement à recruter un stagiaire est pris en compte dans la fiche 21010889.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 32 315 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- BOISSY-LA-RIVIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	32 315,00	100,00%
Total	32 315,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	12 926,00	40,00%
DEPARTEMENT 91 (sollicité)	9 694,50	30,00%
COMMUNE	9 694,50	30,00%
Total	32 315,00	100,00%

DOSSIER N° 21010886 - COR - RENOVATION DES COURTS DE TENNIS - BOISSY LA RIVIERE (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	31 226,00 € HT	40,00 %	12 490,40 €
Montant total de la subvention			12 490,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOISSY LA RIVIERE

Adresse administrative : 1 RUE DE LA MAIRIE
91690 BOISSY LA RIVIERE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Dominique LEROUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 octobre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Boissy-la-Rivière (517 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Rénovation des courts de tennis".

Les courts de tennis concernés par les travaux ont été réalisés en 1986. Ils sont nettoyés tous les ans et régulièrement entretenus toutefois des travaux sont aujourd'hui nécessaires :

- rénovation d'un court en béton poreux en réalisant une nouvelle dalle,
- remplacement des grillages sur les deux courts de tennis.

L'engagement à recruter un stagiaire est pris en compte dans la fiche 21010889.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 31 226 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- BOISSY-LA-RIVIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	31 226,00	100,00%
Total	31 226,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	12 490,40	40,00%
DEPARTEMENT 91 (sollicité)	9 367,80	30,00%
COMMUNE	9 367,80	30,00%
Total	31 226,00	100,00%

DOSSIER N° 21010887 - COR - RENOVATION DU RESTAURANT ET ACCES PMR - BOISSY LA RIVIERE (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	89 726,00 € HT	40,00 %	35 890,40 €
	Montant total de la subvention		35 890,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOISSY LA RIVIERE
Adresse administrative : 1 RUE DE LA MAIRIE
91690 BOISSY LA RIVIERE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Dominique LEROUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Boissy-la-Rivière (517 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Rénovation du restaurant et accès PMR".

Le restaurant, seul commerce du village qui appartient à la commune, mérite d'être valorisé. Il nécessite des travaux de rénovation mais également d'être mis aux normes pour l'accueil PMR, une place de stationnement et des sanitaires adaptés seront ainsi réalisés.

Les travaux de rénovation prévus sont les suivants :

- remplacement de l'isolation thermique,
- rénovation des intérieurs, de l'électricité et de la plomberie.

L'engagement à recruter un stagiaire est pris en compte dans la fiche 21010889.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 89 726 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- BOISSY-LA-RIVIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	89 726,00	100,00%
Total	89 726,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	35 890,40	40,00%
DEPARTEMENT 91 (sollicité)	26 917,80	30,00%
COMMUNE	26 917,80	30,00%
Total	89 726,00	100,00%

**DOSSIER N° 21010888 - COR - RENOVATION DU BATIMENT DES VEILLEES - BOISSY LA RIVIERE
(91)**

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	39 017,00 € HT	40,00 %	15 606,80 €
	Montant total de la subvention		15 606,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOISSY LA RIVIERE
Adresse administrative : 1 RUE DE LA MAIRIE
91690 BOISSY LA RIVIERE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Dominique LEROUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2024 - 31 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Boissy-la-Rivière (517 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Rénovation du bâtiment des Veillées".

Le bâtiment retenu au label "Patrimoine d'intérêt régional" en mars 2019 a été la première auberge de jeunesse de France créée en 1929. Situé sur le GR111, il s'inscrit sur le chemin de Saint Jacques de Compostelle et doit pouvoir accueillir les randonneurs dans de bonnes conditions.

Le bâtiment a subi une inondation en 2014 au rez-de-chaussée et doit de ce fait être rénové. Le premier étage sera sécurisé et le bâtiment sera isolé et mis aux normes.

L'engagement à recruter un stagiaire est pris en compte dans la fiche 21010889.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 39 017 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- BOISSY-LA-RIVIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	39 017,00	100,00%
Total	39 017,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	15 606,80	40,00%
DEPARTEMENT 91 (sollicité)	11 705,10	30,00%
COMMUNE	11 705,10	30,00%
Total	39 017,00	100,00%

DOSSIER N° 21010889 - COR - RENOVATION DE L'ANCIENNE ECOLE ET ACCES PMR - BOISSY LA RIVIERE (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	175 584,00 € HT	40,00 %	70 233,60 €
Montant total de la subvention			70 233,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOISSY LA RIVIERE
Adresse administrative : 1 RUE DE LA MAIRIE
91690 BOISSY LA RIVIERE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Dominique LEROUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2021 - 31 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Boissy-la-Rivière (517 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Rénovation de l'ancienne école et accès PMR".

Le bâtiment a subi un important dégât des eaux en 2012 et nécessite une rénovation complète.

Aujourd'hui stabilisé, le bâtiment doit être restauré et remis aux normes. Les travaux se feront sur trois années consécutives :

- restauration des façades,
- remplacement de la plomberie et de l'électricité,
- réfection de l'isolation intérieure.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 175 584 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- BOISSY-LA-RIVIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES	20 000,00	11,39%
TRAVAUX	155 584,00	88,61%
Total	175 584,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	70 233,60	40,00%
DEPARTEMENT 91 (sollicité)	52 675,20	30,00%
COMMUNE	52 675,20	30,00%
Total	175 584,00	100,00%

DOSSIER N° EX061595 - COR - CREATION D'UN ESPACE LUDIQUE ET DE LOISIRS - FRÉMÉCOURT (95)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	203 589,76 € HT	40,00 %	81 435,91 €
Montant total de la subvention			81 435,91 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FREMECOURT
Adresse administrative : 2 RUE DU FOUR
95830 FREMECOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur STEPHANE BALAN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 23 février 2021 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Frémécourt (565 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Création d'un espace ludique et de loisirs ».

La réalisation d'une aire de jeux pour les enfants et de loisirs pour les jeunes permettra de redonner un peu de vie dans le village. Le choix de son emplacement, sur des terrains communaux situés derrière la mairie, rue du Four a été motivé par :

- un vaste espace situé dans le centre du village,
- la proximité immédiate d'un parking public,
- la proximité de la mairie qui accueille la cantine scolaire le midi.

Il a toutefois été nécessaire de tenir compte, pour l'implantation définitive de ces espaces récréatifs, de l'existence d'anciennes carrières souterraines dans la partie est du terrain, fort heureusement la plus éloignée de la rue. Des études de sol ont été réalisées afin de s'assurer qu'il n'y a pas de cavités souterraines dans la partie ouest du terrain.

L'aire de jeux, d'une superficie d'environ 600 m², implantée le long du parking, sera entourée d'un grillage rigide de 1 m de hauteur. De forme oblongue, elle est destinée à des enfants de 2 à 12 ans et comprendra deux structures avec toboggan de 4,3 m et 2,7 m de hauteurs respectives, un ensemble de balançoires (portique) de 4,2 m de hauteur et divers petits jeux, avec des aires de réception gravillonnées, le tout au sein d'un espace enherbé.

Le plateau de loisirs de 20 m x 15 m, soit 300 m², sera constitué d'un plateau goudronné sur une assise stabilisée, équipé à chaque extrémité d'un fronton pour jeux de ballons (foot, hand, basket...) de 7,1 m de large, 2 m de profondeur et 3,6 m de hauteur maximale. Chaque fronton est constitué d'une structure métallique verte agrémentée de lattes de bois teintées.

Pour desservir ces espaces, il est prévu de réaliser des allées de 1 m 20 de large sur 60 m de long et une clôture en grillage rigide de 1 m 90 de haut sur 81 m de longueur, destinée à protéger et sécuriser la zone des carrières.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 203 589,76 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- FREMECOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	10 590,00	5,20%
TRAVAUX	192 999,76	94,80%
Total	203 589,76	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	81 435,91	40,00%
DEPARTEMENT DU VAL D'OISE (sollicité)	61 076,92	30,00%
COMMUNE	61 076,93	30,00%
Total	203 589,76	100,00%

DOSSIER N° 21010833 - COR - REFECTION DES TROTTOIRS DE LA RUE PRINCIPALE - FRÉMÉCOURT (95)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	98 221,75 € HT	40,00 %	39 288,70 €
	Montant total de la subvention		39 288,70 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FREMECOURT
Adresse administrative : 2 RUE DU FOUR
95830 FREMECOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur STEPHANE BALAN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Frémécourt (565 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Réfection des trottoirs de la rue principale ».

La rue de Cléry est la principale rue du village de Frémécourt, qu'elle traverse en descendant d'est en ouest. Les trottoirs y sont en très mauvais état et nécessitent de gros travaux.

La réfection de ces trottoirs est urgente car ils sont utilisés quotidiennement par les enfants pour aller de l'école à la cantine qui est située dans la salle polyvalente de la mairie, et ils sont dangereux pour les personnes âgées du fait de leurs détériorations.

Leur mauvais état fait l'objet de plaintes régulières auprès de la mairie.

Dans la partie haute de la rue, les trottoirs sont à refaire ainsi que les bordures, de chaque côté, sur une longueur d'environ 220 m. La réfection de ces trottoirs anticipera le goudronnage ultérieur de la chaussée, elle aussi très dégradée, par la Communauté de Communes Vexin Centre.

Dans la partie basse de la rue, la chaussée est en bon état et les bordures ont déjà été refaites mais la surface des trottoirs demeure en très mauvais état (présence de trous et de pierres). Ceux-ci doivent être repris sur les deux côtés de la rue sur une longueur d'environ 360 m.

Sur l'ensemble de la rue, les tampons et les gargouilles seront soit remplacés, soit repositionnés, en fonction de leur état de dégradation.

Dans le cadre du nouveau contrat rural, la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

» est prise en compte dans la fiche IRIS EX061595

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 98 221,75 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- FREMECOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	98 221,75	100,00%
Total	98 221,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	39 288,70	40,00%
DEPARTEMENT DU VAL D'OISE (sollicité)	29 466,53	30,00%
COMMUNE	29 466,52	30,00%
Total	98 221,75	100,00%

DOSSIER N° 21010834 - COR - REFECTION DES MURS DU CIMETIERE - FRÉMÉCOURT (95)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	22 000,00 € HT	40,00 %	8 800,00 €
	Montant total de la subvention		8 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FREMECOURT
Adresse administrative : 2 RUE DU FOUR
95830 FREMECOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur STEPHANE BALAN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Frémécourt (565 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Réfection des murs du cimetière ».

Le cimetière de Frémécourt est situé tout en haut du village, près de la route départementale n°15. Au fil des années, les faces extérieures du mur d'enceinte en pierre, qui date du XIXe siècle, se sont dégradées :

- les joints se délitent et des pierres commencent à tomber par endroits,
- la végétation envahissante et le lierre en particulier participent à la dégradation,
- les chapeaux des murs se fissurent par endroit provoquant des infiltrations d'eau.

Il y a environ 105 m de longueur sur 1 m 40 de hauteur de murs à reprendre. Le travail va consister à éliminer la végétation, à gratter les restes de joints, à nettoyer les pierres, à en remplacer quelques-unes et refaire les joints avec un mortier traditionnel à la chaux.

Cette restauration a fait l'objet d'un avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France.

Dans le cadre du nouveau contrat rural, la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » est prise en compte dans la fiche IRIS EX061595

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 22 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- FREMECOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	22 000,00	100,00%
Total	22 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	8 800,00	40,00%
DEPARTEMENT DU VAL D'OISE (sollicité)	6 600,00	30,00%
COMMUNE	6 600,00	30,00%
Total	22 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 21010835 - COR - DRAINAGE ET REMISE EN ETAT D'UN CARREFOUR -
FRÉMÉCOURT (95)**

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	8 768,76 € HT	40,00 %	3 507,50 €
	Montant total de la subvention		3 507,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FREMECOURT
Adresse administrative : 2 RUE DU FOUR
95830 FREMECOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur STEPHANE BALAN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Frémécourt (565 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Drainage et remise en état d'un carrefour ».

Ce carrefour est situé à l'ouest du village, à l'endroit où le chemin de la Marette rejoint la rue des Vieilles Vignes menant au hameau d'Artimont.

Le bitume s'y dégrade continuellement à cause d'un écoulement d'eau permanent provoquant une gêne pour les riverains qui s'en plaignent régulièrement en mairie.

Cette situation nécessite un rebouchage fréquent des trous qui se forment.

Les réparations superficielles ne suffisent pas et la commune envisage un travail de fond, consistant à réaliser un drain de 9 m de long jusqu'à un regard d'eaux pluviales existant, puis à mettre en œuvre un enrobé noir sur 105 m² avec une épaisseur renforcée.

Dans le cadre du nouveau contrat rural, la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » est prise en compte dans la fiche IRIS EX061595

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 8 768,76 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- FREMECOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	8 768,76	100,00%
Total	8 768,76	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	3 507,50	40,00%
DEPARTEMENT DU VAL D'OISE (sollicité)	2 630,63	30,00%
COMMUNE	2 630,63	30,00%
Total	8 768,76	100,00%

Annexe 4 : Avenants COR

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL DE SOLERS (77)

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Péresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2022-004 du 28 janvier 2022,

ET

Le département de Seine-et-Marne, représenté par le Président du conseil départemental, Monsieur Jean-François PARIGI,

ET D'AUTRE PART :

La commune de Solers, représentée par le Maire, Monsieur Gilles GROSLEVIN.

Après avoir rappelé :

- la délibération du conseil municipal de Solers du 20 septembre 2018 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2019-040 du 24 janvier 2019 ;
- la délibération du conseil départemental n° CD2019/02/01 1/01 du 1^{er} février 2019 ;
- le contrat rural de Solers signé le 25 septembre 2020 ;
- la demande formalisée par la commune de Solers par la délibération du conseil municipal en date du 20 octobre 2021 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2022-004 du 28 janvier 2022.
- la délibération du conseil départemental n° CD-2022/XX/XX-1/XX du XX XXXX 2022 ;

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année supplémentaire du fait de contraintes opérationnelles.

Article 1 :

Le présent contrat est prorogé d'un an portant son échéance au 31 janvier 2023.

Article 2 :

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Article 3 :

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Solers,
le
Pour la commune de Solers

Le Maire

A Melun,
le
Pour le département de Seine-et-Marne

*Le président du conseil
départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine,
le
Pour la région Île-de-France

*La présidente du conseil
régional*

Gilles GROSLEVIN

Jean-François PARIGI

Valérie PECRESSE

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL D'AIGREMONT (78)

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Péresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2022-004 du 28 janvier 2022,

ET

Le département des Yvelines, représenté par le président du conseil départemental, Monsieur Pierre BEDIER dument habilité par la délibération n° XXXXXX ;

ET D'AUTRE PART :

La commune d'Aigremont, représentée par le Maire, Monsieur Samuel BENOUDIZ.

Après avoir rappelé :

- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2019-040 du 24 janvier 2019 ;
- la délibération du conseil départemental n° 2019-CD-6-5894 du 29 mars 2019 ;
- le contrat rural d'Aigremont signé le 25 septembre 2020 ;
- la demande formalisée par la commune d'Aigremont par la délibération du conseil municipal en date du 5 novembre 2021 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2022-004 du 28 janvier 2022.
- la délibération du conseil départemental n° CD-2022/XX/XX-1/XX du 22 avril 2022 ;

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année supplémentaire du fait de contraintes opérationnelles.

Article 1 :

Le présent contrat est prorogé d'un an portant son échéance au 29 mars 2023.

Article 2:

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Article 3 :

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Aigremont,
le
Pour la commune d'Aigremont

Le Maire

A Versailles,
le
Pour le département des Yvelines

*Le président du conseil
départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine,
le
Pour la région Île-de-France

*La présidente du conseil
régional*

Samuel BENOUDIZ

Pierre BEDIER

Valérie PECRESSE

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL DE MILLEMONT (78)
--

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Péresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2022-004 du 28 janvier 2022,

ET

Le département des Yvelines, représenté par le président du conseil départemental, Monsieur Pierre BEDIER dument habilité par la délibération n° XXXXXX ;

ET D'AUTRE PART :

La commune de Millemont, représentée par la Maire, Madame Annie JOSEPH.

Après avoir rappelé :

- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2019-040 du 24 janvier 2019 ;
- la délibération du conseil départemental n° 2019-CD 6 5894.1 du 29 mars 2019 ;
- le contrat rural de Millemont signé le 10 avril 2019 ;
- la demande formalisée par la commune de Millemont par la délibération du conseil municipal en date du 26 novembre 2021 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2022-004 du 28 janvier 2022.
- la délibération du conseil départemental n° CD-2022/XX/XX-1/XX du 22 avril 2022 ;

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année supplémentaire du fait de contraintes opérationnelles.

Article 1 :

Le présent contrat est prorogé d'un an portant son échéance au 29 mars 2023.

Article 2 :

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Article 3 :

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Millemont,
le
Pour la commune de Millemont

La Maire

A Versailles,
le
Pour le département des Yvelines

*Le président du conseil
départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine,
le
Pour la région Île-de-France

*La présidente du conseil
régional*

Annie JOSEPH

Pierre BEDIER

Valérie PECRESSE

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL DE CHOISY-EN-BRIE (77)

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Péresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2022-004 du 28 janvier 2022,

ET

Le département de Seine-et-Marne, représenté par le président du conseil départemental, Monsieur Jean-François PARIGI

ET D'AUTRE PART :

La commune de Choisy-en-Brie, représentée par le Maire, Monsieur Daniel TALFUMIER.

Après avoir rappelé :

- la délibération du conseil municipal de Choisy-en-Brie du 15 décembre 2017,
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2019-169 du 22 mai 2019 ;
- la délibération du conseil départemental n° CD-2019/11/15-1/09 du 15 novembre 2019
- le contrat rural de Choisy-en-Brie signé le 25 septembre 2020 ;
- la demande par courrier de la commune de Choisy-en-Brie en date du 11 octobre 2021 formalisée par la délibération du conseil municipal en date du 10 septembre 2021 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2022-004 du 28 janvier 2022.
- la délibération du conseil départemental n° CD-2022/XX/XX-1/XX du XX XXXX 2022 ;

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année supplémentaire du fait de contraintes opérationnelles survenues à la suite de la crise sanitaire et de l'arrivée d'un nouvel Architecte des Bâtiments de France ayant établi des prescriptions différentes de son prédécesseur.

Article 1:

Le présent contrat est prorogé d'un an portant son échéance au 14 novembre 2023

Article 2 :

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Article 3 :

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Choisy-en-Brie,
le
Pour la commune de Choisy-en-Brie

Le Maire

A Melun,
le
Pour le département de Seine-et-Marne

*Le président du conseil
départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine,
le
Pour la région Île-de-France

*La présidente du conseil
régional*

Daniel TALFUMIER

Jean-François PARIGI

Valérie PECRESSE

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL DE CHARMENTRAY (77)
--

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Péresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2022-004 du 28 janvier 2022,

ET

Le département de Seine-et-Marne, représenté par le président du conseil départemental, Monsieur Jean-François PARIGI

ET D'AUTRE PART :

La commune de Charmentray, représentée par le Maire, Monsieur Bernard LENFANT.

Après avoir rappelé :

- la délibération du conseil municipal de Charmentray du n°18/2018 du 2 octobre 2018 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2019-040 du 24 janvier 2019 ;
- la délibération du conseil départemental n° CD 2019/02/01-1/01 du 1er février 2019 ;
- le contrat rural de Charmentray signé le 17 juin 2019 ;
- la demande formalisée par la commune de CHARMENTRAY par la délibération du conseil municipal en date du 22 novembre 2021 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2022-004 du 28 janvier 2022 ;
- la délibération du conseil départemental n° CD-2022/XX/XX-1/XX du XX XXXX 2022.

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année supplémentaire du fait de contraintes opérationnelles.

Article 1 :

Le présent contrat est prorogé d'un an portant son échéance au 31 janvier 2023.

Article 2 :

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Article 3 :

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Charmentray,
le
Pour la commune de Charmentray

Le Maire

A Melun,
le
Pour le département de Seine-et-Marne

*Le président du conseil
départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine,
le
Pour la région Île-de-France

*La présidente du conseil
régional*

Bernard LENFANT

Jean-François PARIGI

Valérie PECRESSE

AVENANT N° 2 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL DE BERNAY-VILBERT (77)

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Péresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2022-004 du 28 janvier 2022

ET

Le département de Seine-et-Marne, représenté par le Président du conseil départemental, Monsieur Jean-François PARIGI,

ET D'AUTRE PART :

La commune de Bernay-Vilbert, représentée par le Maire, Monsieur Eric HERVE

Après avoir rappelé :

- La délibération du conseil municipal de Bernay-Vilbert du 28 avril 2017 ;
- La délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2018-038 du 24 janvier 2018 ;
- La délibération du conseil départemental n° CD-2018/02/02-1/01 du 02 février 2018 ;
- Le contrat rural de la commune de Bernay-Vilbert signé le 6 juillet 2018 ;
- L'avenant de prorogation n°1 adopté respectivement par délibération n° CP 2021-157 du 1er avril 2021 (pour la région Île-de-France) et par délibération n° CD-2021/04/16-1/06 du 16 avril 2021 (pour le département de Seine-et-Marne) portant échéance au 1^{er} février 2022 ;
- La demande formalisée par la commune de Bernay-Vilbert par délibération du conseil municipal en date du 8 novembre 2021 demandant une 2^e prorogation du contrat rural ;
- La délibération de la commission permanente du conseil régional n° 2022-004 du 28 janvier 2022 ;
- La délibération du Conseil Départemental 2022-CD-x-xxx.x du XX XX 2022 ;

Considérant la nécessité d'accorder une deuxième prorogation d'un an maximum du contrat rural du fait de contraintes opérationnelles (pénuries de matériaux retardant les travaux).

Article 1 :

Le présent contrat est prorogé d'un an supplémentaire, portant son échéance au 31 janvier 2023.

Article 2 :

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la

Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Article 3 :

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Bernay-Vilbert,
le
Pour la commune de Bernay-
Vilbert

Le Maire

Eric HERVE

A Melun,
le
Pour le département de Seine-et-
Marne

*Le président du conseil
départemental*

Jean-François PARIGI

A Saint-Ouen-sur-Seine,
le
Pour la région Île-de-France

*La présidente du conseil
régional*

Valérie PECRESSE

Annexe 5 : Fiches projets Commerces de Proximité

DOSSIER N° EX061659 - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural - COMMUNE DE MORAINVILLIERS - Transformation d'un local EDF en commerce

Dispositif : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)

Délibération Cadre : CR2021-052 du 21/07/2021

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	201 996,61 € HT	50,00 %	100 998,31 €
	Montant total de la subvention		100 998,31 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MORAINVILLIERS

Adresse administrative : PL DE L'EGLISE
78630 MORAINVILLIERS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Fabienne DEVEZE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Transformation d'un local EDF en commerce

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 mai 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Il s'agit d'un projet de transformation et de réhabilitation d'un local EDF en commerce de bouche dans la commune rurale de Morainvilliers (3 109 habitants) dans les Yvelines.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des investissements éligibles est de 201 996,61 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 50 %, soit un montant maximum de 100 998,31 €.

Localisation géographique :

- MORAINVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	179 979,00	89,10%
Achats d'études et prestations de services	22 017,61	10,90%
Total	201 996,61	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	100 998,31	50,00%
Autofinancement	100 998,30	50,00%
Total	201 996,61	100,00%

DOSSIER N° EX061660 - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural - COMMUNE DE VALMONDOIS - Acquisition d'un fonds de commerce et transformation d'un cabinet médical en commerce

Dispositif : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)

Délibération Cadre : CR2021-052 du 21/07/2021

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	200 000,00 € HT	50,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VALMONDOIS
Adresse administrative : 28 GRANDE RUE
95760 VALMONDOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bruno HUISMAN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'un fonds de commerce et transformation d'un cabinet médical en commerce

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 1 septembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage du chantier, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer les travaux, dès le début du mois de janvier 2022.

Description :

Il s'agit d'un projet d'acquisition d'un fonds de commerce ainsi que de la transformation d'un cabinet médical en commerce dans la commune rurale de Valmondois (1 230 habitants) dans le Val-d'Oise au sein du PNR du Vexin français.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des investissements éligibles de 200 000 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 50 %, soit un montant maximum de 100 000 €.

Localisation géographique :

- VALMONDOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	165 000,00	82,50%
Achats d'études et prestations de services	35 000,00	17,50%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention département du Val d'Oise	40 000,00	22,50%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	100 000,00	50,00%
Autofinancement	60 000,00	27,50%
Total	200 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061669 - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural - COMMUNE DE GOMETZ-LE-CHATEL - Acquisition d'un local commercial pour une boulangerie

Dispositif : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)

Délibération Cadre : CR2021-052 du 21/07/2021

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	199 067,53 € HT	50,00 %	99 533,76 €
	Montant total de la subvention		99 533,76 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GOMETZ LE CHATEL

Adresse administrative : 76 RUE SAINT NICOLAS
91940 GOMETZ LE CHATEL

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Lucie SELLEM, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'un local commercial pour une boulangerie

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 1 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune a sollicité la possibilité de pouvoir acquérir le local commercial, dès le début du mois de janvier 2022, afin de commencer les travaux d'aménagement pour la boulangerie.

Description :

Il s'agit d'un projet d'acquisition d'un local commercial pour l'installation d'une boulangerie dans la commune rurale de Gometz-le-Châtel (2 762 habitants) dans l'Essonne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des investissements éligibles de 199 067,53 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 50 %, soit un montant maximum de 99 533,76 €.

Localisation géographique :

- GOMETZ-LE-CHATEL

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière ou immobilière	199 067,53	100,00%
Total	199 067,53	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	99 533,76	50,00%
Autofinancement	99 533,77	50,00%
Total	199 067,53	100,00%

DOSSIER N° EX061670 - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural - COMMUNE DE BUCHELAY - Acquisition du fonds de commerce d'un tabac-restaurant

Dispositif : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)

Délibération Cadre : CR2021-052 du 21/07/2021

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	566 000,00 € HT	26,50 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BUCHELAY

Adresse administrative : RUE GABRIEL PERI
78200 BUCHELAY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Paul MARTINEZ, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition du fonds de commerce d'un tabac-restaurant

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2021 - 1 septembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir acquérir le commerce dès le début du mois d'octobre 2021, afin d'assurer le démarrage du projet.

Description :

Il s'agit d'un projet d'acquisition du fonds de commerce d'un bar/tabac dans la commune rurale de Buchelay (3 133 habitants) dans les Yvelines. Ce projet sera mené en partenariat avec un acteur social visant à l'inclusion professionnelle de jeunes handicapés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des investissements éligibles de 566 000 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 50 %, soit un montant maximum de 150 000 € (montant plafonné).

Localisation géographique :

- BUCHELAY

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière ou immobilière	500 000,00	88,34%
Achats d'études et prestations de services	66 000,00	11,66%
Total	566 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	150 000,00	26,50%
Autofinancement	416 000,00	73,50%
Total	566 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061209 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - ATELIER OMNIVORE - Aménagement d'un local de préparation de produits fermiers et d'un espace de vente

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CR2021-052 du 21/07/2021

Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	45 667,44 € HT	30,00 %	13 700,23 €
	Montant total de la subvention		13 700,23 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATELIER OMNIVORE

Adresse administrative : 2 RUE D HARGEVILLE
78580 JUMEAUVILLE

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur MAXIME DION, Président directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aménagement d'un local de préparation des produits fermiers et d'un espace de vente

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2021 - 15 octobre 2021

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer les travaux, dès le début du mois d'octobre 2021.

Description :

Il s'agit d'un projet de création et d'aménagement d'un local de préparation des produits fermiers issus de la production bovine de la ferme familiale ainsi que d'un local destiné à un espace de vente dans la commune rurale de Mareil-sur-Mauldre (1 721 habitants) dans les Yvelines.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des investissements éligibles est de 45 667,44 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 13 700,23 €.

Localisation géographique :

- MAREIL-SUR-MAULDRE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	45 667,44	100,00%
Total	45 667,44	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	15 000,00	32,85%
Autofinancement	16 967,21	37,15%
Subvention régionale (investissements)	13 700,23	30,00%
Total	45 667,44	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2019	0,00 €
2020	0,00 €
2021	0,00 €

DOSSIER N° EX061211 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - MAISON GAUTHIER - Modernisation, mise aux normes et aménagement d'une boulangerie

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CR2021-052 du 21/07/2021

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	335 770,00 € HT	15,13 %	50 800,00 €
	Montant total de la subvention		50 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SARL GAULT MAISON GAUTHIER
Adresse administrative : 147 CHAUSS E JULES C SAR
95250 BEAUCHAMP
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur FREDERIC GAUTHIER, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Modernisation, mise aux normes et aménagement d'une boulangerie

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2021 - 31 octobre 2021

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le début du mois de juillet 2021.

Description :

Il s'agit d'un projet de modernisation (mise aux normes pour faciliter l'accès aux Personnes à Mobilité Réduite) et d'aménagement d'une boulangerie dans la commune rurale de Beauchamp (8 769 habitants) dans le Val-d'Oise.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total de la subvention s'élève à 50 800 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 335 770 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 50 000 € (montant plafonné) ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CMA du Val-d'Oise

Localisation géographique :

- BEAUCHAMP

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	314 160,00	93,34%
Achats d'études et prestations de services	22 410,00	6,66%
Total	336 570,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	285 770,00	84,91%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements...)	50 000,00	14,86%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	0,24%
Total	336 570,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2019	0,00 €
2020	0,00 €
2021	5 687,80 €

DOSSIER N° EX061258 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - LA TABLE D'OGRE - Travaux d'aménagement d'un local commercial pour un restaurant

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CR2021-052 du 21/07/2021

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	50 326,40 € HT	30,00 %	15 097,92 €
	Montant total de la subvention		15 097,92 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA TABLE D'OGRE

Adresse administrative : 8 PLACE DES TILLEULS
77370 MAISON ROUGE

Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)

Représentant : Monsieur ALEXANDRE FUNFROCK, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux d'aménagement d'un local commercial pour un restaurant

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2021 - 31 mars 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité début 2022, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer les travaux, dès le début du mois de décembre 2021.

Description :

Il s'agit d'un projet de création d'un restaurant dans la commune rurale de Maison-Rouge (878 habitants) en Seine-et-Marne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des investissements éligibles de 50 326,40 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 15 097,92 €.

Localisation géographique :

- MAISON-ROUGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	50 326,40	100,00%
Total	50 326,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	15 000,00	29,81%
Autofinancement	10 000,00	19,87%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements...)	15 097,92	30,00%
Subvention État (sollicitée)	10 228,48	20,32%
Total	50 326,40	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2019	0,00 €
2020	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX061639 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - FROMAGERIE CONTA
Aménagement et équipement d'une fromagerie**

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CR2021-052 du 21/07/2021

Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	22 595,20 € HT	32,48 %	7 338,56 €
	Montant total de la subvention		7 338,56 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FROMAGERIE CONTA

Adresse administrative : 1 CHE DE LA MESSE
77167 POLIGNY

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur Benoit CONTA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aménagement et équipement d'une fromagerie

Dates prévisionnelles : 15 novembre 2021 - 18 janvier 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer les investissements, dès le mois de novembre 2021.

Description :

Il s'agit d'un projet de création d'une fromagerie dans la commune rurale de Saint-Pierre-lès-Nemours (5 533 habitants) en Seine-et-Marne. Cette fromagerie a été lauréate de l'appel à projets lancé par la commune pour occuper un local vacant. Ce commerce complètera son offre par des services supplémentaires tels qu'épicerie fine de produits régionaux, cave à vins et espace de dégustation. Par ailleurs, ce projet est accompagné par la CCI de Seine-et-Marne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total de la subvention s'élève à 7 338,56 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 21 795,20 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 6 538,56 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de Seine-

et-Marne

Localisation géographique :

- SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	21 795,20	96,46%
Achats d'études et prestations de services	800,00	3,54%
Total	22 595,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	7 596,00	33,62%
Autofinancement	7 660,64	33,90%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements...)	6 538,56	28,94%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	3,54%
Total	22 595,20	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2019	0,00 €
2020	0,00 €
2021	0,00 €

DOSSIER N° EX061640 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - SARL THEO BROMA - Modernisation des équipements professionnels d'une chocolaterie

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CR2021-052 du 21/07/2021

Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	60 022,02 € HT	30,00 %	18 006,61 €
	Montant total de la subvention		18 006,61 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SARL THEO BROMA
Adresse administrative : 10 RUE DE CHOLLET
78740 EVECQUEMONT
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur ABDEL AZIZ EL BAIZ, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Modernisation des équipements professionnels d'une chocolaterie

Dates prévisionnelles : 1 août 2022 - 31 août 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Il s'agit d'un projet de modernisation des équipements professionnels (ensacheuse, thermoformeuse, etc.) d'une chocolaterie située dans la commune rurale d'Evecquemont (802 habitants) dans les Yvelines au sein du PNR du Vexin français.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des investissements éligibles de 60 022,02 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 18 006,61 €.

Localisation géographique :

- EVECQUEMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	60 021,47	100,00%
Total	60 021,47	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	42 014,86	70,00%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements...)	18 006,61	30,00%
Total	60 021,47	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2019	0,00 €
2020	6 141,77 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX061641 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - SAS MON CHOCOLAT
SURPRISE - Rénovation, modernisation et mise aux normes d'une chocolaterie**

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CR2021-052 du 21/07/2021

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	35 246,05 € HT	30,00 %	10 573,81 €
	Montant total de la subvention		10 573,81 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MON CHOCOLAT SURPRISE

Adresse administrative : 32 BD DE LA MUETTE
95140 GARGES-LES-GOMESSE

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur LORENZO BETTIOUI, Président directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Rénovation, modernisation et mise aux normes d'une chocolaterie

Dates prévisionnelles : 22 novembre 2021 - 30 novembre 2021

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès la fin du mois de novembre 2021, avant la commission permanente de janvier 2022.

Description :

Il s'agit d'un projet de rénovation, modernisation et mise aux normes d'une chocolaterie à Ecoen (7 189 habitants) dans le Val-d'Oise. Ce commerce portera également un projet d'Economie Sociale et Solidaire avec notamment la possibilité offerte à des artisans locaux, d'exposer leurs créations.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des investissements éligibles de 30 246,05 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 10 573,81 €.

Localisation géographique :

- ECOUEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	35 246,05	100,00%
Total	35 246,05	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 573,81	30,00%
Autofinancement	24 672,24	70,00%
Total	35 246,05	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2019	0,00 €
2020	0,00 €
2021	0,00 €

DOSSIER N° EX061658 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - L'ABEILLE DU CHENET - Acquisition d'un fonds de commerce, travaux d'aménagement et achat d'équipements professionnels

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CR2021-052 du 21/07/2021

Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	68 387,41 € HT	30,82 %	21 076,22 €
Montant total de la subvention			21 076,22 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L ABEILLE DU CHENET
Adresse administrative : 38 RUE DU MOULIN
91490 DANNEMOIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur TEDDY GOYET, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'un fonds de commerce, travaux d'aménagement et achat d'équipements professionnels

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 1 mars 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le début du mois de janvier 2022.

Description :

Il s'agit d'un projet d'extension d'une épicerie dans la commune rurale de Dannemois (826 habitants) au sein du PNR du Gatinais Français en Essonne. Cette extension comprend le rachat d'un restaurant, son aménagement et sa modernisation. Ce commerce complètera son offre initiale par un service de vente à emporter dans des contenants réutilisables.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total de la subvention s'élève à 21 076,22 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 67 587,41 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 20 276,22 € (montant plafonné) ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CMA de l'Essonne.

Localisation géographique :

- DANNEMOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	66 987,41	97,95%
Achats d'études et prestations de services	1 400,00	2,05%
Total	68 387,41	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	47 311,19	69,18%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements...)	20 276,22	29,65%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	1,17%
Total	68 387,41	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2019	0,00 €
2020	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX061671 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - Franck MÉTAIRIE -
Création et aménagement d'un bar tabac épicerie fine et multi services**

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CR2021-052 du 21/07/2021

Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	52 428,21 € HT	30,00 %	15 728,46 €
	Montant total de la subvention		15 728,46 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE GAZERAN

Adresse administrative : 9B AV DU GENERAL DE GAULLE
78125 GAZERAN

Statut Juridique : Société en Nom Collectif

Représentant : Monsieur Franck METAIRIE, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création et aménagement d'un bar tabac épicerie fine et multi services

Dates prévisionnelles : 6 septembre 2021 - 4 octobre 2021

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer les travaux, dès le début du mois de septembre 2021.

Description :

Il s'agit d'un projet de création et d'aménagement d'un bar tabac, épicerie fine et espace multi services (presse, PMU, La Poste, Relais Colis) dans la commune rurale de Gazeran (1 315 habitants) dans les Yvelines.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des investissements éligibles de 52 428,21 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 15 728,46 €.

Localisation géographique :

- GAZERAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	50 428,21	96,19%	Emprunt bancaire	14 699,75	28,04%
Achats d'études et prestations de services	2 000,00	3,81%	Autofinancement	22 000,00	41,96%
Total	52 428,21	100,00%	Subvention Région (sollicitée)	15 728,46	30,00%
			Total	52 428,21	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2019	0,00 €
2020	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX061699 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - SARL CABACOM -
Création d'un point de vente à emporter de produits de la mer et d'épiceries fines**

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CR2021-052 du 21/07/2021

Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	14 478,00 € HT	30,00 %	4 343,40 €
Montant total de la subvention			4 343,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CABACOM LE COMMERCE

Adresse administrative : 1 RUE DU MARCHE
77580 CRECY LA CHAPELLE

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Madame VALERIE BEAUQUESNE, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'un point de vente à emporter de plateaux de fruits de mer

Dates prévisionnelles : 3 janvier 2022 - 7 février 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de la nouvelle activité ,le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer les travaux, dès le début du mois de janvier 2022.

Description :

Il s'agit d'un projet de diversification d'activité pour un bar/restaurant dans la commune rurale de Crécy-La-Chapelle (4 735 habitants) en Seine-et-Marne.

A la suite de la crise sanitaire, ce commerce a souhaité compléter son offre de restauration en lui adjoignant une activité de vente à emporter de plateaux de fruits de mer, crustacés et épicerie fine.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des investissements éligibles de 14 478 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 4 343,40 €.

Localisation géographique :

- CRECY-LA-CHAPELLE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	14 478,00	100,00%
Total	14 478,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	10 134,60	70,00%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements...)	4 343,40	30,00%
Total	14 478,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2019	0,00 €
2020	5 395,17 €
2021	0,00 €

Annexe 6 : Fiche-projet erreur matérielle

DOSSIER N° EX046428 - COMMUNE DE RICHEBOURG - AMENAGEMENT DE VOIRIE EN TRAVERSEE DU CENTRE DU VILLAGE

Dispositif : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)

Délibération Cadre : CR2021-052 du 21/07/2021

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	437 312,40 € TTC	34,30 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RICHEBOURG
Adresse administrative : 1 ROUTE DE HOUDAN
78550 RICHEBOURG
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Bernadette COURTY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aménagement de voirie en traversée du centre du village

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 décembre 2019

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de la première phase de travaux qui se dérouleront jusqu'en novembre 2020. La commune de Richebourg a informé régulièrement les services de la Région depuis le dossier de consultation des entreprises en juin 2019.

Description :

Il s'agit d'un projet d'aménagement de la Place du Chateau et ses stationnements afin d'offrir de nouveaux services aux usagers et améliorer la qualité de vie des habitants par un accès facilité aux commerces du centre du village.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des investissements éligibles est de 437 312,40 € TTC auquel s'applique un taux d'intervention de 50 %, soit un montant maximum de 150 000 € (montant plafonné).

Localisation géographique :

 **RICHEBOURG**

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	437 312,40	100,00%
Total	437 312,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	150 000,00	34,30%
Autofinancement	287 312,40	65,70%
Total	437 312,40	100,00%

Annexe 7 : Fiches projets dérogations Commerces de Proximité et COR

DOSSIER N° EX047144 - LE SAINT SIM - REPRISE D'UN CAFE/BAR/RESTAURANT - AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CR2021-052 du 21/07/2021

Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	54 865,00 € HT	30,00 %	16 459,50 €
Montant total de la subvention			16 459,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE SAINT SIM

Adresse administrative : 21 PLACE DE LA MAIRIE
77169 SAINT SIMEON

Statut Juridique : Société civile immobilière

Représentant : Monsieur JOS FAGUNDES PEDRA MEIRA, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Reprise d'un café/tabac/restaurant et aménagement et équipement

Dates prévisionnelles : 25 novembre 2019 - 28 décembre 2019

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Il s'agit d'un projet de reprise d'un café/tabac/restaurant dans la commune rurale de Saint Siméon (909 habitants) en Seine-et-Marne.

Cette reprise s'accompagnera également de travaux d'aménagement et d'équipement de ce café/restaurant fermé depuis 4 ans.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaires. C'est pourquoi, à titre exceptionnel, une dérogation est proposée.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des investissements éligibles est de 54 865 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention d'un montant de 16 459,50 €.

Localisation géographique :

- SAINT-SIMEON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	54 865,00	100,00%
Total	54 865,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	15 000,00	27,34%
Autofinancement	23 405,50	42,66%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements...)	16 459,50	30,00%
Total	54 865,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**DOSSIER N° EX057027 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - LE FOURNIL FERTOIS
- Rénovation d'un fournil de boulangerie et d'un laboratoire de pâtisserie**

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CR2021-052 du 21/07/2021

Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	199 659,11 € HT	25,55 %	50 800,00 €
Montant total de la subvention			50 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE FOURNIL FERTOIS
Adresse administrative : 11 PLACE DU MARCHE
91590 LA FERTE ALAIS
Statut Juridique : Société en Nom Collectif
Représentant : Monsieur HERVE GAUTERO, Associé

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Rénovation d'un fournil de boulangerie et d'un laboratoire de pâtisserie

Dates prévisionnelles : 15 avril 2021 - 15 juin 2021

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le mois d'avril 2021.

Description :

Il s'agit d'un projet de rénovation d'un fournil de boulangerie et d'un laboratoire de pâtisserie dans la commune rurale de La-Ferté-Alais (3 786 habitants) dans le PNR du Gâtinais français dans l'Essonne.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaires. C'est pourquoi, à titre exceptionnel, une dérogation est proposée.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total de la subvention s'élève à 50 800 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 198 859,11 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 50 000 € (montant plafonné) ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CMA de l'Essonne.

Localisation géographique :

- LA FERTE-ALAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	198 859,11	99,60%
Achats d'études et prestations de services	800,00	0,40%
Total	199 659,11	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	148 859,11	74,56%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements...)	50 000,00	25,04%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	0,40%
Total	199 659,11	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX044961 - COR - REHABILITATION ET RESTRUCTURATION DE L'ECOLE DE SAINT-MARTIN ET DE LA SALLE COMMUNALE - BEAUCHERY-SAINT-MARTIN (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BEAUCHERY SAINT MARTIN
Adresse administrative : 2 RUE TOUR MAUROUARD
77560 BEAUCHERY-SAINT-MARTIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Claire CRAPART, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 juin 2018 - 31 juillet 2021

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Beauchery-Saint-Martin (384 habitants- INSEE 2016) propose l'opération "Réhabilitation et restructuration de l'école de Saint-Martin et de la salle communale".

L'école maternelle du bourg de Saint-Martin est attenante à une salle communale, utilisée comme salle de motricité sur le temps scolaire. Ecole et salle forment les deux parties d'un même bâtiment en forme de « L » de 240 m² environ, mais sans communication directe entre elles, les enfants doivent passer de la classe à la salle de motricité par la cour extérieure. La commune envisage une réhabilitation de l'ensemble, construit en 1982, pour proposer deux équipements de qualité et mis aux normes d'accessibilité PMR (personnes à mobilité réduite).

Les travaux prévoient notamment une extension du bâtiment pour abriter une nouvelle entrée qui

permettra un accès à la fois à l'école et à la salle communale. La salle communale servant également de salle des fêtes, l'entrée mutualisée communiquera avec un vestiaire et un nouveau bloc sanitaire unique.

Le nouvel aménagement de la partie école prévoit la création d'espaces mieux définis en termes de cloisonnement, pour créer une tisanerie, des rangements et une zone d'activité de 52 m² distincts de la classe. Dans la partie salle communale, un nouvel espace de rangement sera agencé à la place des anciennes toilettes.

L'ensemble du bâtiment comprendra des interventions pour améliorer l'isolation des combles et remplacer les fenêtres et portes existantes. Le chauffage et l'électricité seront rénovés. La mise aux normes comprendra aussi l'installation d'un système de traitement autonome des eaux usées.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaire. Il est donc autorisé, à titre exceptionnel, de déroger à la délibération n° CR 08-16.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération est estimé à 503 203,20€ HT, plafonné à 370 000€ HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- BEAUCHERY-SAINT-MARTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	65 635,20	13,04%
TRAVAUX	437 568,00	86,96%
Total	503 203,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	148 000,00	29,41%
DEPARTEMENT 77 - Sollicitée	111 000,00	22,06%
ETAT : DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) - Sollicitée	93 242,24	18,53%
COMMUNE	150 960,96	30,00%
Total	503 203,20	100,00%

DOSSIER N° EX049045 - COR - EXTENSION ET REHABILITATION DE LA SALLE POLYVALENTE - SAINT-BARTHELEMY (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	369 150,00 € HT	40,00 %	147 660,00 €
	Montant total de la subvention		147 660,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT BARTHELEMY

Adresse administrative : PLACE DE L'EGLISE
77320 SAINT-BARTHELEMY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur MICHEL ROCH, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mai 2018 - 31 octobre 2021

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Saint-Barthélemy (329 habitants - INSEE 2017) propose l'opération « Extension et réhabilitation de la salle polyvalente ».

La salle polyvalente municipale est un bâtiment de plain-pied composé d'une ossature métallique mal isolée. La structure porteuse de la toiture n'est pas protégée d'un risque incendie et la cuisine de 14 m² est ouverte sur la salle de 111 m² qui ne comprend pas de locaux de rangement. L'équipement ne répond donc plus aux normes sanitaires, de sécurité ou d'accessibilité en vigueur.

Les travaux de réhabilitation prévoient de créer une extension à la salle, le long de la rue Roger Roch, après démolition du bâtiment voisin, occupé par d'anciens garages désaffectés. Cette extension abritera les sanitaires de 27,50 m² et la nouvelle cuisine de 23 m² aux normes, ainsi qu'un local de rangement fonctionnel de 20,50 m². La surface de l'espace réservé à la salle sera de 128 m².

La charpente métallique actuelle sera conservée. En revanche, après désamiantage, la toiture en plaques fibro-ciment sera remplacée par un toit à double pente, en métal laqué de ton rouge tuile. Une isolation par l'extérieur de la partie existante sera accompagnée du remplacement de toutes les menuiseries en simple-vitrage. Un bardage en bois de ton pierre viendra habiller l'ensemble des façades extérieures.

Concernant les abords, un parking en stabilisé sera réalisé à l'arrière du bâtiment avec un accès à la salle donnant sur une terrasse, séparée des voitures. L'aménagement de cet espace extérieur permettra également de mettre aux normes l'assainissement individuel de la salle.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaire. Il est donc autorisé, à titre exceptionnel, de déroger à la délibération n° CR 08-16.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 369 515€ HT, plafonné à 369 150€ HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- SAINT-BARTHELEMY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	48 515,00	13,13%
TRAVAUX	321 000,00	86,87%
Total	369 515,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	147 660,00	39,96%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	110 745,00	29,97%
COMMUNE	111 110,00	30,07%
Total	369 515,00	100,00%

**DOSSIER N° EX043104 - COR RESTAURATION DE L'EGLISE ET AMENAGEMENTS DES ABORDS -
COMMUNE DE MILLEMONT (78)**

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	220 000,00 € HT	40,00 %	88 000,00 €
	Montant total de la subvention		88 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MILLEMONT
Adresse administrative : 2 PLACE MAURICE RICHARD
78940 MILLEMONT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Annie JOSEPH, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 septembre 2017 - 30 septembre 2019

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Millemont (251 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Restauration de l'église avec l'aménagement de ses abords". L'église de Saint-Martin et Saint-Maurice est un édifice de style néo-classique, construit en 1842.

Suite à des désordres importants et des remontées d'humidité, des travaux urgents sont d'abord à mener sur cet édifice : la restauration du beffroi, des travaux de ravalement, de drainage ainsi qu'une restauration de la toiture. L'espace vert bordé de grands arbres dans lequel l'église est situé va être aménagé pour y créer un cheminement piétonnier et y implanter des bancs. En complément, il est prévu de créer des places de stationnement.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaire. Il est donc autorisé, à titre exceptionnel, de déroger à la délibération n° CR 08-16.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût de l'opération est estimé à 285 517 € HT, plafonné à 220 000 € HT.

Localisation géographique :

- MILLEMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	26 500,00	9,28%
TRAVAUX	259 017,00	90,72%
Total	285 517,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE DE FRANCE	88 000,00	30,82%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	66 000,00	23,12%
COMMUNE	131 517,00	46,06%
Total	285 517,00	100,00%

**DOSSIER N° EX046245 - COR - TRAVAUX D'ISOLATION ET DE REAMENAGEMENT DE LA SALLE
POLYVALENTE INTERCOMMUNALE ABC SITUÉE A CONDE SUR VESGRE - SIVOM ABC (78)**

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	461 514,00 € HT	40,00 %	184 605,60 €
	Montant total de la subvention		184 605,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIVOM ADAINVILLE BOURDONNE CONDE
S/VESGRE
Adresse administrative : 2 ALL E JOS MARIA DE HEREDIA
78113 BOURDONNE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Monsieur Patrick TROCHET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2019 - 31 octobre 2020

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

En outre, le démarrage anticipé des travaux (démarrage le 01/10/2019) est accordé du fait de la nécessité de réaliser les travaux dans le calendrier imparti.

Description :

Le SIVOM ABC qui comprend les communes de Adainville, Bourdonné et Condé sur Vesgre (2 502 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Travaux d'isolation et de réaménagement de la salle polyvalente intercommunale située à Condé-sur-Vesgre.

Ce bâtiment date des années 80 et nécessite une mise aux normes thermique et acoustique.

Le projet consiste à :

- améliorer l'isolation thermique et phonique et le système de chauffage,
- réhabiliter la toiture du bâtiment,

- remplacer le sol existant dans la salle principale,
- aménager la cuisine,
- aménager les sanitaires pour les rendre également accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Ces travaux amélioreront le confort et la fonctionnalité de l'équipement. Ils permettront aussi d'améliorer la performance énergétique et ainsi réduire les coûts de fonctionnement.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaire. Il est donc autorisé, à titre exceptionnel, de déroger à la délibération n° CR 08-16.

Détail du calcul de la subvention :

L'opération est estimée à 590 085,40 € HT et plafonné à 461 514 € HT. Le taux est de 40 %.

Localisation géographique :

- CONDE-SUR-VESGRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	67 678,90	11,47%
TRAVAUX	522 406,50	88,53%
Total	590 085,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	184 605,60	31,28%
DEPARTEMENT (78)- Sollicité	138 454,20	23,46%
ETAT - DETR	90 000,00	15,25%
COMMUNE	177 025,60	30,00%
Total	590 085,40	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011291

Objet : AMENAGEMENT D'UN CITY STADE - VILLAINES-SOUS-BOIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'intervention aménagement et équipement rural	100 000,00 €	30,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLAINES SOUS BOIS
Adresse administrative : 8 RUE DE LA GARE
95570 VILLAINES-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrice ROBIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'intervention aménagement et équipement rural
Rapport Cadre : CR30-03 du 26/06/2003

Date prévisionnelle de début de projet : 30 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

La commune envisage de s'équiper d'un city stade qui sera installé sur un terrain communal actuellement utilisé pour des activités festives et sportives.

Suite à la demande des habitants et en particulier des adolescents, le Conseil municipal de la commune de Villaines-sous-Bois a approuvé l'aménagement d'un city stade.

Description :

Les travaux comprendront :

- la reprise du terrain (terrassement, installation de la structure multisports, la pose de gazon synthétique, construction de muret et pose de barrières amovibles)
- la création de deux places de parking
- l'installation d'une caméra.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaire. Il est donc autorisé, à titre exceptionnel, de déroger à la délibération n° CR 08-16.

Localisation géographique :

- VILLAINES-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COUT DE L'OPERATION	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	30 000,00	30,00%
DEPARTEMENT DU VAL D'OISE	20 000,00	20,00%
PART COMMUNALE	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT
--

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €
2017	10 000,00 €
2018	10 000,00 €

**DOSSIER N° EX044965 - COR - RESTAURATION DES MURS EXTERIEURS DE L'EGLISE -
COMMUNE DE MAREIL-LE-GUYON (78)**

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	180 000,00 € HT	40,00 %	72 000,00 €
Montant total de la subvention			72 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAREIL LE GUYON

Adresse administrative : 6 RUE DE L'HIRONDELLE
78490 MAREIL-LE-GUYON

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur MICHEL LOMMIS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 janvier 2019 - 31 octobre 2020

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Mareil-le-Guyon (383 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Restauration des murs extérieurs de l'église".

L'église du XIXe siècle a fait l'objet de plusieurs opérations de rénovation au cours des années précédentes. Il convient de poursuivre cette entreprise par la restauration complète des façades.

Il est ainsi prévu :

- le ravalement de façade avec reprise d'étanchéité,
- le remplacement des vitraux dégradés,
- la réfection des contreforts,
- la reprise de l'évacuation des eaux pluviales,
- le raccordement à l'assainissement.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaire. Il est donc autorisé, à titre exceptionnel, de déroger à la délibération n° CR 08-16.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 180 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- MAREIL-LE-GUYON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	15 000,00	8,33%
TRAVAUX	165 000,00	91,67%
Total	180 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	72 000,00	40,00%
DEPARTEMENT (78) - Sollicité	54 000,00	30,00%
COMMUNE	54 000,00	30,00%
Total	180 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX046836 - COR - RÉAMÉNAGEMENT DE LA PLACE DE L'ÉGLISE SAINT-GÉDÉON -
BANTHELU (95)**

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	313 952,50 € HT	40,00 %	125 581,00 €
Montant total de la subvention			125 581,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BANTHELU

Adresse administrative : 3 RUE DE LA MAIRIE
95420 BANTHELU

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur GERARD LEHARIVELLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 11 avril 2019 - 30 septembre 2020

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, bureau de contrôle, coordination de chantier) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Banthelu (157 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Réaménagement de la place de l'église Saint-Gédéon".

La place de l'église est l'unique espace public du village, située au centre bourg. Elle permet d'accéder à l'église, au cimetière et se trouve également près de la mairie.

Cet ensemble est peu convivial de par les revêtements existants et par l'absence d'espaces végétalisés ; aucun mobilier urbain n'invite à partager cet espace public.

L'objet du projet vise à requalifier cet espace, afin de le rendre :

- plus fonctionnel en termes d'accessibilité à l'église et au cimetière,
- plus qualitatif, en le transformant en un lieu plus agréable pour les habitants du village qui pourront

profiter de ce nouvel espace grâce à l'aménagement du parvis et à la mise en valeur de l'église, du beffroi qui se trouve à l'angle de la rue et des murs, et des escaliers d'accès à la terrasse du cimetière.

Le sol de la place sera réalisé en dallage grès dans lequel sera délimitée une allée en pente douce depuis les places de stationnement existantes jusqu'à l'entrée de l'église pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

De la végétation sera introduite de chaque côté, irriguée par les eaux pluviales du parvis qui seront récupérées et stockées par un système de drain / réservoir.

Cet espace accueillera de surcroît les supports temporaires de panneaux électoraux dont les emplacements seront incorporés à l'aménagement.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaire. Il est donc autorisé, à titre exceptionnel, de déroger à la délibération n° CR 08-16.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 313 952,50 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- BANTHELU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	281 775,00	89,75%
HONORAIRES	32 177,50	10,25%
Total	313 952,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	125 581,00	40,00%
DÉPARTEMENT 95 - Sollicité	94 185,75	30,00%
COMMUNE	94 185,75	30,00%
Total	313 952,50	100,00%

**DOSSIER N° 19009949 - COR - RÉFECTION DU TOIT DE L'ÉGLISE SAINT-GÉDÉON - BANTHELU
(95)**

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	30 171,73 € HT	40,00 %	12 068,69 €
Montant total de la subvention			12 068,69 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BANTHELU

Adresse administrative : 3 RUE DE LA MAIRIE
95420 BANTHELU

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur GERARD LEHARIVELLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 11 avril 2019 - 30 septembre 2020

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, bureau de contrôle, coordination de chantier) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Banthelu (157 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Réfection du toit de l'église Saint-Gédéon".

Au cœur du village, en contrebas du cimetière et en retrait de la rue de la Mairie, l'église Saint-Gédéon, datant de 1070, est l'un des plus anciens édifices du Vexin. Victime des bombardements, les fragments restants sont inscrits aux Monuments Historiques depuis 1927. En 1960, une nouvelle église est édifiée en 1960 par l'architecte Delaunay. Des vitraux donnant sur la partie en terrasse du cimetière et un chemin de croix en terre cuite ont été réalisés par le maître verrier Pierre Gaudin.

L'état de la toiture de l'église actuelle nécessite un remplacement complet des tuiles dont l'état s'est fortement dégradé.

L'opération consiste à refaire la toiture avec des tuiles neuves, identiques d'aspect aux tuiles existantes, posées sur liteau, intégrant la pose de rives sur les deux côtés du toit, d'un feutre souple respirant et contre lattage, et de tuiles de ventilation.

Comme pour la fiche IRIS EX046836, malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaire. Il est donc autorisé, à titre exceptionnel, de déroger à la délibération n° CR 08-16.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 30 171,73 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- BANTHELU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	28 613,33	94,83%
HONORAIRES	1 558,40	5,17%
Total	30 171,73	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	12 068,69	40,00%
DEPARTEMENT 95 - Sollicité	9 051,52	30,00%
COMMUNE	9 051,52	30,00%
Total	30 171,73	100,00%